

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 53 -- 1^{er} juin 2005

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

SOMMAIRE

édito

1 Soutenons la Résistance irakienne!

2 L'AMÉRIQUE AU BORD DE LA BANQUEROUTE

3 L'OURAGAN GALLOWAY

4 La guerre secrète des Us au pays des deux Fleuves (Al Qaida)

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

Hitching a ride on the magic carpetn By **Yehouda Shenhav**

Torture d'un étudiant religieux chez le grand rabbin d'Israël, Par Stéphane Juffa

Dunam après dunam, Uri Avnery

They Stole Not Just Our Land, They Stole Our Culture

by **Palestine Man**

U.S. INCREASES INTEL AGAINST ISRAEL

NATAN SHARANSKY THE LIAR, Barry Chamish / Ida Nudel

2 - Le piège afghan

Peasant, workers' and student revolt in Afghanistan against US occupation, [Letter from Jalalabad communists](#)

3 - Le pays des faux-juifs

Une tribu indienne descendante d'Israël prête à immigrer en terre juive

My Visit to the Bnei Menashe Tribe in India, By **Rabbi Shlomo Riskin**

Pulling skeletons out of unknown closets, By Amir Shaviv

Minyan in Kaifeng

[The Jews of Kaifeng](#), Michael Pollack

4 - Les mystères de New York

5 - Le ROW

EXONÉRER LE TALMUD

Planned US-Israeli Attack on Iran, by Michel Chossudovsky

[Rendez-vous à Crown Heights](#), Josette Todaki

The Rise of Disaster Capitalism, by **Naomi Klein**

Les médiateurs, Par Maria Poumier

Ginette Skandrani : une négationniste «exemplaire», Jean-Pierre Chemla

Un livre d'études de l'Autorité palestinienne décrit les "Protocoles des Sages de Sion" comme des décisions secrètes du premier Congrès sioniste. Plus de 160 livres scolaires palestiniens ne reconnaissent pas la souveraineté de l'État d'Israël et ne le mentionnent sur aucune carte. (Guysen.Israël.News)

"Si un parti politique tentait d'abolir la Sécurité Sociale, de supprimer l'assurance chômage, d'éliminer la législation du travail et les programmes d'aide à l'agriculture, ce parti politique disparaîtrait rapidement de notre histoire politique. Oh, je sais bien qu'il existe un petit groupuscule qui pense que l'on peut faire ce genre de politique. Parmi eux on trouve notamment quelques millionnaires texans du pétrole ainsi que certains politiciens et financiers. Mais leur nombre est négligeable et ce sont des imbéciles." (President Dwight D. Eisenhower, 1954)

Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec l'aide — volontaire ou involontaire — de Jean-Yves Camus, qui aime bien être cité dans la Gazette, Al Qaida (par porteur spécial), Yahouda Shenhav, Stéphane Juffa, Uri Avnery, Barry Chamish, The Jalabad communists, le rav Shlomo Riskin, Amir Shaviv, Michael Pollack, Michel Chossudovsky, Josette Tadaki, Naomi Klein, Maria Poumier, Jean-Pierre Chemla, et beaucoup d'autres...

édito

1 Soutenons la Résistance irakienne!

Dans la perspective du 5^e anniversaire de l'Intifada, construisons un soutien international à la résistance irakienne.

Nous les soussignés appelons à l'organisation d'une Conférence Internationale de solidarité avec la résistance irakienne pour les 1^{er} et 2 octobre 2005, de telle façon à ce qu'elle coïncide avec l'anniversaire de l'Intifada. Celle ci se tiendra en Italie (Rome) où le mouvement d'opposition à la guerre en Irak est un des plus puissants face à un gouvernement qui demeure un des alliés fidèles des États Unis, au point de fournir près de 3000 soldats aux forces d'occupation.

Une opposition de masse s'est développée contre la guerre et l'occupation de l'Irak. Mais pour tous ceux qui se sont engagés de cette manière le moment est venu de passer à une autre étape! Il faut soutenir clairement la résistance irakienne dans son combat pour libérer sa patrie. C'est pourquoi nous pensons que l'on ne peut pas être contre l'occupation et ne pas soutenir la résistance à l'occupant.

Nous appelons à la reconnaissance de la résistance armée irakienne. La résistance rassemble tous les courants d'opinions par delà les convictions politiques, religieuses, ensemble elles affirment l'objectif de libération de la patrie irakienne.

La résistance du peuple irakien contre l'impérialisme recouvre de nombreuses formes: manifestations, grèves, désobéissance civile, action non violentes, et lutte armée. De plus ce combat est inséparable, il est convergent avec le mouvement international de résistance et de lutte contre l'impérialisme, contre le sionisme, et toutes les formes d'oppression réactionnaires.

La farce électorale, ou l'usage du slogan de « démocratie » ne saurait masquer la réalité. Les marionnettes au pouvoir ne représentent que les intérêts de l'ambassade US situé dans la zone verte de Bagdad. Pendant que l'on parle d'élections, l'on poursuit le pillage du pays en particulier les réserves pétrolières, le patrimoine culturel. Dans le même temps des millions d'Irakiens souffrent de faim et de restrictions en particulier d'eau et d'électricité. L'expression de la moindre opposition est réprimée brutalement. Jusqu'aux récentes élections plus de 50 personnes par jour étaient arrêtées.

L'Irak est devenu tout à la fois le symbole de la souffrance et de la résistance de la Nation arabe. La résistance irakienne constitue la pointe avancée du mouvement contre l'hégémonie US au Proche Orient et dans le monde. La résistance a contribué à redonner espoir à l'Intifada palestinienne qui s'est renforcé et s'est transformé après 5 ans de confrontation avec la brutale occupation sionniste. La résistance a redonné aussi espoir dans les camps de réfugiés du Liban, de Syrie, et de Jordanie. Elle est devenue une source d'inspiration pour les masses arabes dans leur combat pour le renversement des régimes fantoches aux ordres des USA.

Nous avons besoin de rassembler autour de la résistance irakienne qui constitue un des points d'appui qui peut mettre en échec l'impérialisme. La lutte pour la libération de l'Irak est aussi une lutte pour la libération de l'humanité. Le peuple irakien lutte contre le projet stratégique « For a new american century ». C'est l'existence de la résistance irakienne qui ne permet pas aux faucons américains de réaliser leurs plans agressifs contre la Syrie, la Corée du Nord, l'Iran, Cuba et le Vénézuéla.

Les forces impérialistes conduites par les USA ont cherché à planté un coin entre le peuple d'Irak et ceux du Proche Orient avec le mouvement anti guerre et anti mondialiste dans les pays de l'Ouest utilisant la rhétorique du « conflit de civilisations » et celui « de la guerre contre le terrorisme ». Ils ont cherché à diaboliser la lutte de résistance en la qualifiant de terroriste. En fait c'est bien cette guerre d'occupation et d'agression qui est illégale et criminelle. Par conséquent la lutte armée contre cette guerre illégale et criminelle est légitime et juste.

L'objectif de cette conférence internationale est de rassembler les représentants de la résistance irakienne et des peuples en lutte de la région avec les forces du mouvement anti guerre et anti mondialiste. Ainsi nous créerons les conditions de convergence de lutte et d'unité entre ceux qui agissent pour leur droit à exercer leur souveraineté et leur droit à auto détermination et les travailleurs des pays occidentaux qui subissent les conséquences des choix politiques de leur gouvernements engagés dans des expéditions militaires et des guerres.

Soutien et reconnaissance de la résistance irakienne!

Liberté pour tous les prisonniers politiques, départ des troupes d'occupation, réparations et sanctions contre les pillages

Lutte contre l'hégémonie de l'Impérialisme US et israélienne au Proche Orient. Victoire aux peuples irakiens et palestiniens résistants.

Faisons entendre la voix de la résistance au sein du mouvement anti guerre et anti mondialisation.

TOUS À ROME 1^{ER} ET 2 OCTOBRE

Tous qui veulent rejoindre l'appel sont priés d'écrire à camp@antiimperialista.org

2 L'AMÉRIQUE AU BORD DE LA BANQUEROUTE

2-1

America's has a debt problem it cannot solve. You may have missed it. But there it was on the front page of the *USA Today* recently.

\$84,454 - average household personal debt

\$473,456 - YOUR share of America's unpaid Social Security and Medicare promises

\$53 TRILLION - Total federal, state, local, corporate, and personal debt in the United States

That's right. America's **total debt** is nearly 400% larger than GDP. It's a whole **fictional economy** of false prosperity. The more you look, the worse it gets...

The U.S. government is operating with a \$521 billion **deficit**. The trade deficit (the difference between what we buy from foreigners and what we sell to them) is clocking in at a record \$600 billion too! And Americans themselves are in credit card debt to the tune of \$2 trillion - \$6,788.68 for every man, woman and child in the country. Of course, this may sound like old news. Economists have been warning about the mounting debt for years.

In December 1997, the Consumer Federation of America (CFA) urged lenders to limit credit lines to 20% of a household's income. Michael Sivy wrote about the U.S. debt problem in the January 2000 issue of *Time Europe* magazine. In October 2003, Justin Lahart of CNN/Money said, "The consumer debt bubble in the United States could make the stock bubble seem like nothing."

The worrying continued into 2004. In January the International Monetary Fund warned that U.S. fiscal deficits "pose **significant risks** for the rest of the world."

And in June, Bill Gross, chief investment officer at Pimco told the Financial Times, "Too much debt, geopolitical risk and several bubbles have created a very unstable environment **which can turn any minute.**"

2 - 2

Combien de temps l'économie américaine pourra-t-elle vivre à crédit? par Eric Leser

La croissance de l'économie mondiale repose aujourd'hui en grande partie sur la consommation américaine. Elle représente un peu moins de 70 % du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis et près de 20 % de l'activité mondiale. Contrepartie de cette situation et du laxisme budgétaire de l'administration Bush, les déficits commerciaux et des paiements des États-Unis ne cessent de se creuser. D'autant plus vite pour les capitaux que les Américains consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à dépenser et à rembourser leurs dettes.

Le taux d'épargne des ménages aux États-Unis est tombé au niveau sans précédent de 1,5 % du revenu disponible. Le système fonctionne car les banques centrales des pays qui exportent vers les États-Unis recyclent leurs considérables excédents en dollars. En 2004, la Chine a dégagé un surplus avec les États-Unis de 162 milliards de dollars (125 milliards d'euros), l'Union européenne de 114 milliards, le Canada et le Mexique de 111 milliards et le Japon de 75 milliards.

Face à de tels déséquilibres, la principale variable d'ajustement est monétaire. **Voilà pourquoi le dollar ne cesse de s'affaiblir depuis trois ans.** Il a perdu près de 38 % face à l'euro et 23 % contre le yen. En théorie, cela devrait rendre les produits américains plus compétitifs. En pratique, cela n'a aucun effet. Le déficit commercial a encore atteint en janvier un sommet à 58 milliards de dollars. Cela s'explique à la fois parce que la devise de pays clés comme la Chine a un lien fixe avec le dollar et parce que **l'industrie américaine est incapable de se substituer aux importations.**

L'augmentation de la demande de produits manufacturés dans une économie en forte croissance (4,4 % en 2004 et sans doute au moins 3,5 % cette année) est satisfaite pour l'automobile, la sidérurgie, les biens d'équipement, les meubles, les plastiques, la chimie, le textile, les jouets **par les importations.**

La stagnation de l'industrie, hors technologies de l'information, et la dégradation de la balance commerciale des États-Unis sont deux faces du même problème. L'économie américaine a besoin de plus en plus de **capitaux étrangers** pour alimenter sa croissance. **[C'est le retour à la situation du XIX^e siècle, les États-Unis n'ayant pu se libérer de l'emprise du capital étranger qu'à la faveur de la Première Guerre mondiale...]** Pour l'instant, les banques centrales (surtout d'Asie) gonflent sans cesse leurs réserves de dollars et tentent ainsi d'éviter un recul trop brutal de la devise américaine pour préserver leur croissance et leurs exportations vers les États-Unis.

Risque de récession

Pour la plupart des économistes, **ce système est dangereux et ne peut pas perdurer.** Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, fait partie des optimistes. «La souplesse de l'économie américaine lui permettra de régler progressivement les problèmes actuels en matière de commerce et d'épargne», a-t-il déclaré, il y a deux semaines, devant le Council on Foreign Relations (Conseil des relations extérieures).

Pour d'autres experts, l'issue s'annonce douloureuse. Quand les banques centrales cesseront d'acheter des dollars, l'économie mondiale subira un choc de grande ampleur. C'est la conclusion d'une étude des économistes d'Ixis CIB. Ils estiment que les déséquilibres ne peuvent plus être

résorbés **sans une récession aux États-Unis et, sans doute ensuite, dans le monde.** « La date de cette récession peut être tardive (2007, 2008 ou 2009) puisqu'il faut attendre que les inconvénients de la stabilisation du dollar l'emportent sur les avantages (soutien des exportations) dans les pays qui réalisent les interventions de change », écrit Ixis CIB. Sans financement par les banques centrales étrangères, les États-Unis seront contraints de réduire leur déficit commercial à un niveau finançable.

Comme l'industrie est incapable de remplacer une partie des importations, l'ajustement ne peut se faire que par une baisse de la demande de produits étrangers. Il faut pour cela que la dépréciation du dollar soit suffisamment forte pour que la hausse des prix des produits importés **diminue le pouvoir d'achat des Américains.**

Ils consommeront moins et épargneront davantage, entraînant une forte baisse de l'activité évaluée par Ixis CIB à au moins 2 %. Pour le reste du monde, la secousse s'annonce aussi sévère. Le recul des exportations vers les États-Unis s'accompagnera d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux.

Le Monde, 25 mars 2005

3 L'OURAGAN GALLOWAY

Lorsque ces accusations ont fait surface dans un journal irakien payé par les services secrets britanniques, nul ne s'est étonné d'y voir figurer tous les ennemis du venimeux locataire du 10 Downing Street. Des documents ont été fabriqués. Galloway a gagné un procès contre le presse britannique qui s'était emparé de l'occasion. Nul ici ne pourrait garantir l'honnêteté de Charles Pasqua mêlé à trop d'affaires louches. Mais Galloway est d'un autre trempe. Il n'existe pas d'homme politique comme lui sur la scène française, comme en témoignent les articles haineux ci-dessous. Certes, les trafics de pétrole existaient à Bagdad du temps de Saddam puisque même la *Gazette* avait eu l'occasion d'en décliner l'offre. Mais dans toute bonne affaire, il doit y avoir un mélange de vrai et de faux. Tout est dans le dosage.

3 - 1

Avec la montée du parti Respect qui allie anti-sionisme, anti-impérialisme et soutien de la résistance irakienne

L'alliance extrême-gauche – islamistes devient une force politique à Londres

Par Jean-Yves Camus indic@proche-orient.info

Le leader de Respect, George Galloway, est accusé par le Sénat américain d'être impliqué dans les détournements du programme « pétrole contre nourriture ». Sa vice-présidente porte le hijab, et son conseil national regroupe des islamistes et des trotskistes. Aux législatives du 5 mai, Respect a pris ses marques sur la scène politique britannique.

Depuis sa création, le 17 novembre 2004, le parti britannique d'extrême-gauche Respect - The Unity Coalition, joue la carte de l'opposition à l'engagement britannique en Irak et, comme d'autres partis européens du même courant, celle de l'alliance avec des secteurs de l'islamisme.

Portant hijab, sa vice-présidente, Selma Yaqoob, est l'une des oratrices vedettes des forum sociaux européens de Paris et Londres. Au sein de son conseil national siègent plusieurs dirigeants de la Muslim Association of Britain (proche des Frères Musulmans) et du Muslim Council of Britain (proche de la Jamaat-e-islami pakistanaise).

Dans ce choix de l'alliance avec l'islam politique pointe l'influence d'un petit mouvement trotskiste, le Socialist Workers'Party (SWP), qui a théorisé la nature soi-disant « anti-impérialiste » et « populaire » de l'islamisme, et dont plusieurs dirigeants ont rejoint Respect.

Cette orientation a trouvé un écho dans les circonscriptions « ethniques » de Londres. Nombre d'électeurs musulmans ont apprécié que le programme de Respect appuie « la résistance irakienne, islamiste, nationaliste et socialiste », qualifiée de « mouvement de libération national ». Ils se reconnaissent dans le soutien du parti à la lutte des Kurdes et des Cashmiris, ainsi que dans son **antisionisme sans concessions.** Respect affirme en effet que « le peuple palestinien souffre depuis plus de 50 ans entre les mains de l'État israélien et du mouvement sioniste ».

Les législatives du 5 mai dernier ont permis à Respect de tester son impact. Dans les quartiers est de Londres, avant-guerre ceux des immigrants juifs d'Europe centrale, aujourd'hui majoritairement peuplés d'originaires du Bangladesh, d'Inde et du Pakistan, le pari est réussi au-delà des attentes. A 50 ans, Galloway qui a quitté l'Écosse où il était élu, [**sa circonscription a été supprimée par les blairistes**] a réussi son parachutage à Londres en gagnant la circonscription de Bethnal Green and Bow, qui compte 55.000 électeurs Bengalis. Il a battu la députée sortante travailliste Oona King, seule élue noire de Westminster et juive de surcroît, proche de Tony Blair, qui a ainsi payé l'engagement britannique en Irak.

Dans les autres circonscriptions de l'est londonien, Respect est désormais une force avec laquelle il faut compter. A East Ham, son candidat est arrivé second derrière l'élu travailliste, avec 20,65% des voix; même scénario à West Ham, avec 19,5%; à Poplar et Canning Town, Respect arrive en troisième position avec 16,85%. Enfin, Selma Yaqoob, candidate à Birmingham, recueille 27,49%. Avec seulement 3300 voix de retard sur l'élu travailliste Khalid Mahmood, la passionaria du mouvement anti-guerre tient le siège à portée de sa main au prochain scrutin.

Au lendemain des élections, le journal *Muslim News* qualifiait les résultats de « désastre » pour les musulmans. Ils ne sont en effet que quatre à siéger aux Communes, tous travaillistes, alors qu'au prorata de la population, la Chambre basse devrait en compter, selon ce journal, vingt. Une situation qui risque de changer si, comme cela vient de se produire, les musulmans britanniques et les électeurs de la « vieille gauche » (« old Left ») continuent de désertier les Travaillistes sans se reporter sur les Conservateurs.

Et Respect pourrait bien, à défaut de nouveaux députés, peser au niveau des conseils municipaux, en particulier à Londres dont le maire, Ken Livingstone, s'est fait le héraut de la lutte contre l'islamophobie.

18 mai 2005

< http://www.proche-orient.info/xjournal_pol_der_heure.php3?id_article=40878 >



3 - 2

L'ouragan Galloway ridiculise le maccarthysme transatlantique

19 mai 2005 - La presse britannique en fait des gorges chaudes, même si elle n'aime pas souvent George Galloway et exerce contre lui

< <http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1483073,00.html> > un ostracisme bien dans les méthodes de l'establishment libéral et démocratique. Le député britannique anti-guerre et beau parleur est venu à Washington moucher les dignes sénateurs du Congrès des États-Unis. La scène valait son pesant d'or, ou bien de maccarthysme... Effectivement, à une question du président de la commission, le sénateur républicain Norm Coleman, Galloway répondit: « Senator, I am not now nor have I ever been an oil trader and neither has anyone on my behalf, » Cette formule est un écho des auditions de la commission des activités anti-américaines, dont celle de Joe McCarthy, dans les années 1940-1950, lorsque la question était posée au "témoin" de savoir s'il avait été ou s'il était membre du parti communiste, et où le "témoin" répondait en général: « I am not now nor have I ever been a member of Communist Party and neither has anyone on my behalf ».

« Stunning ferocity », ce mot de

< <http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1486230,00.html> > Julian Borger, du *Guardian*, résume le comportement de Galloway face au sénateurs (lesquels n'étaient pas nombreux, quatre au début de l'audition, deux à la fin, - au contraire du public, très nombreux, entre journalistes et étudiants en politique venus prendre une leçon de démocratie).

< <http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,2763,1486431,00.html> > Un autre commentaire du même *Guardian* (excellent pour la couverture de cet événement jubilatoire) nous fait goûter le sel de la chose sous un titre bienvenu («Galloway and the mother of all invective»), notamment les capacités peu communes de réplique de Galloway: «The culture clash between Mr Galloway's bruising style and the soporific gentility of senate proceedings could hardly have been more pronounced, and drew audible gasps and laughs of disbelief from the audience. "I met Saddam Hussein exactly the same number of times as Donald Rumsfeld met him" Mr Galloway went on. "The difference is that Donald Rumsfeld met him to sell him guns, and to give him maps the better to target those guns."»

Un autre passage intéressant (il faudrait les citer tous) intervient lorsque Coleman interpelle Galloway sur la provenance de l'argent d'un donateur jordanien à une organisation caritative qu'avait mise en place le député britannique.

«In their cross-examination, the senators focused on Mr Galloway's relationship with Fawaz Zureikat, a Jordanian businessmen with extensive dealings in pre-war Iraq who served as chairman of and as principal contributor to Mr Galloway's charity, the Mariam Appeal. They suggested Mr Zureikat had been oil trading in his name, and the MP must have known about it.

»Once more, the accused sought to turn the tables on his accusers. When Mr Coleman asked how he could have failed to be aware of Mr Zureikat's oil deals, Mr Galloway turned the attention to Mr Coleman's campaign fundraising.

»He said: "Well, there's a lot of contributors, I've just been checking your website..."

»"Not many at that level, Mr Galloway," the senator interjected.

»"No, let me assure you there are," Mr Galloway went on. "I've checked your website. There are lots of contributors to your political campaign funds, I don't suppose you ask any of them how they made the money they give you."

»Mr Coleman stuck to his task. "If I can get back to Mr Zureikat one more time, do you recall a time when you specifically had a conversation with him about oil dealings in Iraq?"

»"I've already answered that question," Mr Galloway replied. "I can assure you, Mr Zureikat never gave me a penny from an oil deal, from a cake deal, from a bread deal or from any deal."»

Au-delà de l'anecdote, pourtant bien croustillante, c'était donc une affaire de démocratie, ou une confrontation entre deux conceptions de la démocratie. (CNN a désigné cette audition comme une «blistering attack on senators rarely heard or seen on Capitol Hill» et Galloway était conscient du sens de son intervention à cet égard: «A jubilant Mr Galloway later told an American television interviewer that it marked a victory for the "British parliamentary style" over the more sedate senate.»)

Galloway est venu secouer un système pompeux, conformiste à un point qui transforme le patriotisme en une corvée assommante et en un bouclier contre les questions embarrassantes («Mr Galloway used anti-war rhetoric far more raw than most politicians are accustomed to in America, where shared patriotism normally trumps outrage»), un système ennuyeux au-delà de tout («the soporific gentility of senate proceedings»), -- tous ces travers formels de la vie parlementaire américaine qui dissimulent à peine, ou bien au contraire portent témoignage de la profonde corruption du système. Il y avait la «low businesslike voice» du sénateur contrastant avec sa gêne lorsque Galloway l'interpella sur l'origine de l'argent de ses donateurs, dans un «bruising style» qui faisait trembler les voûtes antiques et vénérables du Sénat. On pouvait alors se demander de quel côté se trouvaient la vigueur et la clarté de l'esprit entre le parlementaire venu de la vieille Europe et le sénateur représentant de l'American Dream et de l'Amérique toujours jeune.

Galloway a fasciné le corps des journalistes américains présents en groupe compact, stupéfaits de tant d'alacrité jusqu'à en oublier le sens commun et les besoins naturels des gens. («American reporters seemed as fascinated as the British media: at one point yesterday, before it was his turn to speak, Mr Galloway strode from the room, sending journalists of all nationalities rushing after him -- only to discover that he was going to the lavatory.»)

Bien entendu, Galloway a utilisé à fond la situation irakienne, après différentes invectives aimablement lancées à l'adresse des sénateurs avant son audition ("neo-cons", "Zionists", "pro-war lynch mob"): «I gave my heart and soul to stop you committing the disaster that you did commit in invading Iraq. Senator, **in everything I said about Iraq, I turned out to be right and you turned out to be wrong.**»

En un mot et comme il l'avait promis, Galloway a été parfait et égal à sa réputation de polémiste. Qu'il soit contesté dans son pays (mais pas par les électeurs, si l'on en juge par son élection triomphale du 5 mai), qu'il soit d'une position politique critiquée dans le monde politique britannique, tout cela n'a guère d'importance pour ce cas. C'est bien en représentant d'une opinion britannique et européenne anti-guerre et excédée par les pompeuses leçons de moralisme d'une Amérique belliciste et irresponsable qu'il a parlé mardi.

Galloway a donné une bonne mesure des différences de tradition, de comportement et d'état d'esprit qui séparent l'Amérique et l'Europe. Cette sorte d'événement anecdotique a l'intérêt d'illustrer de façon frappante des faits fondamentaux, souvent écartés parce qu'ils paraissent trop simples, c'est-à-dire trop "primaires", -- dans ce cas, le fait bien réel de l'opposition fondamentale dans la réalité que recouvrent les psalmodies rhétoriques et transatlantiques sur les "valeurs communes". Le mot "démocratie", quel que soit l'état assez pitoyable de la chose en général, recouvre des situations qui n'ont rien en commun lorsqu'on en vient à comparer l'Amérique et l'Europe sur un fait de la vie bien réelle.

<
http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=1566&PHPSESSID=2ad7bf435e7a549f94c932109d927c0a>

Voir l'article du *Guardian* d'Oliver Burkeman: "Galloway and the mother of all invective", dans le numéro du 18 mai 2005.

4 La guerre secrète des Us au pays des deux Fleuves

Ce sont eux, les foutus Amerloques, qui font sauter les voitures piégées dans la foule. On s'en doutait. Al Qaida confirme :

Al-Qaida Issues Statement Accusing The Crusaders Of Setting Up Car Bombs That Target Civilians And Kill Them In Order For Truth Not To Be Clothed With Falsehood

All praise be to Allah, Lord of the Worlds. Prayers and peace be upon the prophet of mercy and messenger of the epic our prophet Muhammad and his family and companions. May Allah lay much peace and mercy upon them.

It is now becoming noticed, that the Jews and the Crusaders are resorting to devious methods and despicable ways and means to harm the Mujahedeen every time the intensity of the attacks against them increase. They do so in order to suppress the stream of current of attacks against them.

They are often seen detaining women in order to put pressure on their relatives to stop jihad. They besiege cities and cut off their sources of the means of living. They destroy the infrastructure and the basic water and power lines and other public services, after which they conduct a campaign of breaches and searches in the homes of people resulting in packed prisons with young and old men and even children.

Some of the dirty methods they use targeting jihad are

- Attacking homes of the residents with mortar rounds to later put the blame on the mujahideen for such "mindless" attacks.

- Setting up IEDs on the side of the road near a school or a hospital and then the American "savior" comes in shining armor to dismantle the device witnessed by the people in the area as a hero risking himself for Muslims.

- Last but not least are the car bombs they recently started to set up on regular basis. Those car bombs are usually located in busy areas like public areas, streets and markets and set there to detonate and cause maximum civilian casualties in a desperate attempt to deform the image of jihad and to send a message that the Mujahedeen do not value the blood of the Muslims and that the Muslims who end up dead as a result of those 'mindless' attacks are -many times- more than the actual crusader troops' casualties!!

These objectives are clear while it is also evident that the crusader directed media sources support the claims regarding these bombings while, at the same time, suppressing the news about the

many crusader casualties along with their mercenaries in operations actually being conducted by the Mujahideen.

To our Muslim brothers we issue this message of admonition and to bring your attention to the matter.

How can you believe the tricks and deception of infidelity when our Lord had told us about them (*"In a Believer they respect not the ties either of kinship or of covenant! It is they who have transgressed all bounds"*). 9:10

And Allah also directed his talk to them when he said (*"Ye People of the Book! why do ye clothe Truth with falsehood, and conceal the Truth, while ye have knowledge?"*) 2:71

For the sake of enlightening the mindless and educating the ignorant we simply ask "What is our interest in exploding car bombs in public places?"

In fact we say to you, "If you look to see who directly benefits from those bombings, then you will know who the criminal is, and for truth not to mix with falsehood we would like to say that the blood of Muslims is not cheap to us, as it is to the crusaders, so that we can spill them in that way, especially that one important reason for our declaration of jihad against the crusaders was to stop the bleeding of the Muslim people.

We are the keepers of the Hadith of the messenger of Allah (pbuh) that says "the first thing people will be judged for on the day of judgement is the blood between them" and his saying (pbuh) "A man will have a religion and faith of great capacity as long as he is not tainted with forbidden blood"

We remind the world that, our enemies are the crusaders and those who assist them in the police, the army, spies, and the government that turned their backs on Allah's religion; a government which we wouldn't stop fighting against even if it wasn't an appointed puppet government. So how can we stop now that it is a fabrication of the crusade and a servant for Judaism?

Lastly we would like to warn you that there are devious ways by which the crusaders detonate those cars. Some conceal a bomb in the trunk of a car while they search it in a check point and then detonating it at a distance in the right place and time or targeting certain cars by helicopter gun ships so it would look like there was a person (bomber) who detonated a car bomb.

Their schemes will never be successful however, and their objectives will never be reached and Allah will turn their schemes against them as he promised us and deception harms only those who enjoin it.

**Allahu Akbar...Allahu Akbar...Allahu Akbar.
Glory be to Allah, his messenger, and the Mujahedeen**

Al-Qaida In the Land of the Two Rivers
5 Rabi Al Akhir 1426 -- May 14, 2005

< http://www.jihadunspun.com/intheatre_internal.php?article=102781&list=/home.php >

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

RÉFUGIÉS REFUSÉS
LES DESSOUS D'UNE MANIPULATION

**Hitching a ride on the magic carpet
Any analogy between Palestinian refugees and Jewish immigrants from
Arab lands is folly in historical and political terms**

By Yehouda Shenhav

An intensive campaign to secure official political and legal recognition of Jews from Arab lands as refugees has been going on for the past three years. This campaign has tried to create an analogy

between Palestinian refugees and Mizrahi Jews, whose origins are in Middle Eastern countries - depicting both groups as victims of the 1948 War of Independence. The campaign's proponents hope their efforts will prevent conferral of what is called a "right of return" on Palestinians, and reduce the size of the compensation Israel is liable to be asked to pay in exchange for Palestinian property appropriated by the state guardian of "lost" assets.

The idea of drawing this analogy constitutes a mistaken reading of history, imprudent politics, and moral injustice.

Bill Clinton launched the campaign in July 2000 in an interview with Israel's Channel One, in which he disclosed that an agreement to recognize Jews from Arab lands as refugees materialized at the Camp David summit. Ehud Barak then stepped up and enthusiastically expounded on his "achievement" in an interview with Dan Margalit.

Past Israeli governments had refrained from issuing declarations of this sort. First, there has been concern that any such proclamation will underscore what Israel has tried to repress and forget: the Palestinians' demand for return. Second, there has been anxiety that such a declaration would encourage property claims submitted by Jews against Arab states and, in response, Palestinian counter-claims to lost property. Third, such declarations would require Israel to update its schoolbooks and history, and devise a new narrative by which the Mizrahi Jews journeyed to the country under duress, without being fueled by Zionist aspirations. That would be a post-Zionist narrative.

At Camp David, Ehud Barak decided that the right of return issue was not really on the agenda, so he thought he had the liberty to indulge the Mizrahi analogy rhetorically. Characteristically, rather than really dealing with issues as a leader, in a fashion that might lead to mutual reconciliation, Barak acted like a shopkeeper.

This hot potato was cooked up for Barak and Clinton by Bobby Brown, prime minister Benjamin Netanyahu's adviser for Diaspora affairs, and his colleagues, along with delegates from organizations such as the World Jewish Congress and the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations.

WOJAC fails

A few months ago Dr. Avi Becker, secretary-general of the World Jewish Congress, and Malcolm Hoenlein, executive vice chairman of the Conference of Presidents, persuaded Prof. Irwin Cotler, a member of Canada's parliament and an expert on international law, to join their campaign. An article by Becker published a few weeks ago in the Hebrew edition of Haaretz (July 20), entitled "Respect for Jews from Arab lands," constituted one step in this public campaign. The article said little about respect for Mizrahi Jews. On the contrary - it trampled their dignity.

The campaign's results thus far are meager. Its umbrella organization, Justice for Jews From Arab Countries, has not inspired much enthusiasm in Israel, or among Jews overseas. It has yet to extract a single noteworthy declaration from any major Israeli politician. This comes as no surprise: The campaign has a forlorn history whose details are worth revisiting. Sometimes recounting history has a very practical effect.

The World Organization of Jews from Arab Countries (WOJAC) was founded in the 1970s. Yigal Allon, then foreign minister, worried that WOJAC would become a hotbed of what he called "ethnic mobilization." But WOJAC was not formed to assist Mizrahi Jews; it was invented as a deterrent to block claims harbored by the Palestinian national movement, particularly claims related to compensation and the right of return.

At first glance, the use of the term "refugees" for Mizrahi Jews was not unreasonable. After all, the word had occupied a central place in historical and international legal discourses after World War II. United Nations Security Council Resolution 242 from 1967 referred to a just solution to "the problem of refugees in the Middle East." In the 1970s, Arab countries tried to fine-tune the resolution's language so that it would refer to "Arab refugees in the Middle East," but the U.S. government, under the direction of ambassador to the UN Arthur Goldberg, opposed this revision. A working paper prepared in 1977 by Cyrus Vance, then U.S. secretary of state, ahead of scheduled international meetings in Geneva, alluded to the search for a solution to the "problem of refugees," without specifying the identities of those refugees. Israel lobbied for this formulation. WOJAC, which tried to introduce use of the concept "Jewish refugees," failed.

The Arabs were not the only ones to object to the phrase. Many Zionist Jews from around the world opposed WOJAC's initiative. Organizers of the current campaign would be wise to study the history of WOJAC, an organization which transmogrified over its years of activity from a Zionist to a post-Zionist entity. It is a tale of unexpected results arising from political activity.

'We are not refugees'

The WOJAC figure who came up with the idea of "Jewish refugees" was Yaakov Meron, head of the Justice Ministry's Arab legal affairs department. Meron propounded the most radical thesis ever devised concerning the history of Jews in Arab lands. He claimed Jews were expelled from Arab countries under policies enacted in concert with Palestinian leaders - and he termed these policies "ethnic cleansing." Vehemently opposing the dramatic Zionist narrative, Meron claimed that Zionism had relied on romantic, borrowed phrases ("Magic Carpet," "Operation Ezra and Nehemiah") in the description of Mizrahi immigration waves to conceal the "fact" that Jewish migration was the result of "Arab expulsion policy." In a bid to complete the analogy drawn between Palestinians and Mizrahi Jews, WOJAC publicists claimed that the Mizrahi immigrants lived in refugee camps in Israel during the 1950s (i.e., ma'abarot or transit camps), just like the Palestinian refugees.

The organization's claims infuriated many Mizrahi Israelis who defined themselves as Zionists. As early as 1975, at the time of WOJAC's formation, Knesset speaker Yisrael Yeshayahu declared: "We are not refugees. [Some of us] came to this country before the state was born. We had messianic aspirations."

Shlomo Hillel, a government minister and an active Zionist in Iraq, adamantly opposed the analogy: "I don't regard the departure of Jews from Arab lands as that of refugees. They came here because they wanted to, as Zionists."

In a Knesset hearing, Ran Cohen stated emphatically: "I have this to say: I am not a refugee." He added: "I came at the behest of Zionism, due to the pull that this land exerts, and due to the idea of redemption. Nobody is going to define me as a refugee."

The opposition was so vociferous that Ora Schweitzer, chair of WOJAC's political department, asked the organization's secretariat to end its campaign. She reported that members of Strasburg's Jewish community were so offended that they threatened to boycott organization meetings should the topic of "Sephardi Jews as refugees" ever come up again. Such remonstrance precisely predicted the failure of the current organization, Justice for Jews from Arab Countries to inspire enthusiasm for its efforts.

Also alarmed by WOJAC's stridency, the Foreign Ministry proposed that the organization bring its campaign to a halt on the grounds that the description of Mizrahi Jews as refugees was a double-edged sword. Israel, ministry officials pointed out, had always adopted a stance of ambiguity on the complex issue raised by WOJAC. In 1949, Israel even rejected a British-Iraqi proposal for population exchange - Iraqi Jews for Palestinian refugees - due to concerns that it would subsequently be asked to settle "surplus refugees" within its own borders.

The foreign minister deemed WOJAC a Phalangist, zealous group, and asked that it cease operating as a "state within a state." In the end, the ministry closed the tap on the modest flow of funds it had transferred to WOJAC. Then justice minister Yossi Beilin fired Yaakov Meron from the Arab legal affairs department. Today, no serious researcher in Israel or overseas embraces WOJAC's extreme claims.

Moreover, WOJAC, which intended to promote Zionist claims and assist Israel in its conflict with Palestinian nationalism, accomplished the opposite: It presented a confused Zionist position regarding the dispute with the Palestinians, and infuriated many Mizrahi Jews around the world by casting them as victims bereft of positive motivation to immigrate to Israel. WOJAC subordinated the interests of Mizrahi Jews (particularly with regard to Jewish property in Arab lands) to what it erroneously defined as Israeli national interests. The organization failed to grasp that defining Mizrahi Jews as refugees opens a Pandora's box and ultimately harms all parties to the dispute, Jews and Arabs alike.

Lessons not learned

The World Jewish Congress and other Jewish organizations learned nothing from this woeful legacy. Hungry for a magic solution to the refugee question, they have adopted the refugee analogy and are lobbying for it all over the world. It would be interesting to hear the education minister's reaction to the historical narrative presented nowadays by these Jewish organizations. Should Limor Livnat establish a committee of ministry experts to revise school textbooks in accordance with this new post-Zionist genre?

Any reasonable person, Zionist or non-Zionist, must acknowledge that the analogy drawn between Palestinians and Mizrahi Jews is unfounded. Palestinian refugees did not want to leave Palestine. Many Palestinian communities were destroyed in 1948, and some 700,000 Palestinians were expelled, or fled, from the borders of historic Palestine. Those who left did not do so of their own volition.

In contrast, Jews from Arab lands came to this country under the initiative of the State of Israel and Jewish organizations. Some came of their own free will; others arrived against their will. Some lived comfortably and securely in Arab lands; others suffered from fear and oppression.

The history of the "Mizrahi aliyah" (immigration to Israel) is complex, and cannot be subsumed within a facile explanation. Many of the newcomers lost considerable property, and there can be no question that they should be allowed to submit individual property claims against Arab states (up to the present day, the State of Israel and WOJAC have blocked the submission of claims on this basis).

The unfounded, immoral analogy between Palestinian refugees and Mizrahi immigrants needlessly embroils members of these two groups in a dispute, degrades the dignity of many Mizrahi Jews, and harms prospects for genuine Jewish-Arab reconciliation.

Jewish anxieties about discussing the question of 1948 are understandable. But this question will be addressed in the future, and it is clear that any peace agreement will have to contain a solution to the refugee problem. It's reasonable to assume that as final status agreements between Israelis and Palestinians are reached, an international fund will be formed with the aim of compensating Palestinian refugees for the hardships caused them by the establishment of the State of Israel. Israel will surely be asked to contribute generously to such a fund.

In this connection, the idea of reducing compensation obligations by designating Mizrahi immigrants as refugees might become very tempting. But it is wrong to use scarecrows to chase away politically and morally valid claims advanced by Palestinians. The "creative accounting" manipulation concocted by the refugee analogy only adds insult to injury, and widens the psychological gap between Jews and Palestinians. Palestinians might abandon hopes of redeeming a right of return (as, for example, Palestinian pollster Dr. Khalil Shikai claims); but this is not a result to be adduced via creative accounting.

Any peace agreement must be validated by Israeli recognition of past wrongs and suffering, and the forging of a just solution. **The creative accounts proposed by the refugee analogy turns Israel into a morally and politically spineless bookkeeper.**

Yehouda Shenhav is a professor at Tel Aviv University and the editor of *Theory Criticism*, an Israeli journal in the area of critical theory and cultural studies.

< <http://www.haaretz.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml?itemNo=329736> >

LES RABBINS, FOYER D'INFECTION ET DE CORRUPTION

Torture d'un étudiant religieux chez le grand rabbin d'Israël

Par **Stéphane Juffa** © Metula News Agency

Ils s'étaient rencontrés dans un chat sur Internet, comme tant d'adolescents issus de milieux radicalement pieux, chez les musulmans, les juifs et les catholiques. Comme des millions de jeunes gens dans leur cas, contraints à vivre leurs passions par correspondance. Elle, s'appelle Ayala, elle a dix-huit ans, et lui est un jeune étudiant hilkhatique¹, d'un an son cadet, vivant dans la banlieue de juifs très pratiquants de Bnei Brak, près de Tel Aviv.

Au fil de leurs discussions d'internautes, ils ont connu l'attirance et ont fini par se rencontrer. Elle est descendue de Jérusalem et ils se sont vus. A ce point d'avancement d'une relation pré-nuptiale, dans notre région et dans ces milieux, les jeunes filles catholiques risquent d'habitude l'exclusion du domicile familial, les juives la séquestration dans icelui et les jeunes musulmanes d'être exécutées par leur proches. C'est ce que l'on appelle, dans de vastes portions de notre planète, les crimes d'honneur.

D'ordinaire, les garçons ne sont pas inquiétés. La femme, dans les religions mosaïques, continue de représenter l'appel de la chair, l'invitation permanente à la débauche. L'homme est faible et ne peut résister à cette tentation, il n'est donc pas coupable lorsqu'il succombe au "vice". Car la tentation est "naturelle" et "nécessaire", puisqu'elle mène, en fin de compte, à la procréation. Mais on

¹ hilkhatique, se rapportant à la Halakha (v. Lalekhet = marcher) système de lois enseignant "la voie que doit suivre le peuple juif". Au sens plus restreint, c'est une décision rabbinique transmise par les autorités rabbiniques. Désigne les parties juridiques de la tradition juive. La Halakha définit la façon dont les 613 commandements doivent être observés ainsi que les peines encourues lorsqu'on les transgresse

ne peut se soumettre librement à la tentation qu'après l'union nuptiale, et encore, en suivant des codes restrictifs terriblement étroits, conçus afin d'orienter la copulation vers la procréation et de limiter le plaisir.

Lors d'un fameux sermon hebdomadaire, diffusé par satellite dans des centaines de synagogues, le grand rabbin du courant sépharade religieux Sha'as, Ovadia Yossef, avait d'ailleurs mis les hommes en garde contre le danger représenté par la proximité des dames dans la vie courante, en proposant l'hyperbole suivante: "passer entre deux femmes équivaut à passer entre deux ânes". Était-ce l'interprétation du rabbin du droit d'ânesse? Je ne suis pas assez érudit en ces choses pour le dire.

Toujours est-il que, pour la plus grande déveine de notre Roméo de Bneï Brak, Ayala n'est pas une fille tout à fait comme les autres: elle est la fille du **grand rabbin sépharade** d'Israël Shlomo Amar, un membre de la cour de Maître Ovadia, justement. Mazal, la femme de Shlomo Amar, eut vent de la liaison interdite de sa fille et fit tout ce qui était en son pouvoir de mère pour l'en détourner. Mais les petits étaient épris -- était-ce l'un de l'autre ou d'avoir découvert les douceurs des jeux de l'amour, ou peut-être était-ce un peu des deux? -- aussi refusèrent-ils de casser leur liaison. Mazal, devant ce refus borné, fit alors appel à l'un de ses fils, Meïr, lui-même un repris de justice au fichier long comme mon avant-bras, pour faire lâcher prise à sa sœur.

Lors de son premier interrogatoire, Meïr Amar affirmera à la police qu'il avait l'intention de "refaire l'éducation de sa sœur et de son soupirant" et "qu'il n'est pas envisageable que des religieux se rencontrent avant le mariage!". Ce qui démontre que l'on peut être un voyou et conserver tout à la fois ses valeurs essentielles... Meïr qui rassura son rabbin de père, d'après le témoignage de l'ami d'Ayala, lui disant: "ne t'en fais pas, il n'en ressortira pas entier!"

Cela, c'était une vraie prophétie, puisque le 26 avril dernier, Meïr, accompagné des frères Ahmed et Abdallah Souelma, se rendent en voiture au domicile du soupirant. Là, à deux heures du matin, ils enjoignent Ayala d'appeler son amant de son portable et de l'inviter à descendre dans la rue, puis, sous la menace d'un couteau, ils l'enlèvent et démarrent vers le village arabe-israélien de Kallensoua. Dans ce village, situé dans le Meshoulash, une région dont les habitants sont traditionnellement très antisionistes, le jeune homme va revivre à ses dépens les sévices imaginés par Stanley Kubrick dans "Orange mécanique". Quatre heures de brutalités et d'humiliations diverses, de coups de pieds dans le ventre et dans les parties intimes, en présence d'Ayala. Ses tortionnaires **couper les papillotes de leur victime, lui déchirent sa kippa et ses habits, coupent les franges de son Talit**². Mais la "leçon" n'est pas suffisante, la troupe repart avec sa proie: direction Jérusalem et la maison du rabbin. Shlomo Amar et sa femme prétendent n'avoir rien entendu des bruits de la punition qui fut alors infligée dans leur maison, en leur présence, à l'ami de leur fille. Quoi qu'il en soit, à l'issue de cette seconde séance de tortures, dans la maison du Rishon Letzion³, l'étudiant est jeté à la rue. Sérieusement blessé, il parviendra finalement, en stop, chez lui, puis à l'hôpital Bellinzona, à soixante-dix kilomètres de là, où il sera soigné et entendu par la police.

Entre-temps, Shlomo Amar est parti en voyage en Thaïlande. Sa femme, sa fille, son fils et ses deux amis ont été arrêtés. Après avoir été entendues, Mazal et Ayala ont été relâchées et assignées à résidence. Le courant Sha'as ne s'est épargné aucun effort afin de tenter d'étouffer l'affaire, mais la police et le ministère public tiennent bon: hier soir, le procureur général Eran Shendar et le conseiller juridique du gouvernement, Menahem (Méni) Mazuz, ont pris la décision d'autoriser la police à interroger le rabbin en qualité de prévenu. L'interrogatoire aura lieu, eu égard pour la fonction d'Amar, au domicile de l'intéressé après son retour d'Extrême-Orient aujourd'hui.

Lors d'une brève déclaration effectuée à distance, le rabbin a déclaré "avoir de la peine pour le jeune homme qui a été battu, pour sa fille dont la vie est détruite mais", affirme Shlomo Amar, "ce qui me fait le plus mal, **c'est l'offense divine générée par la publication de cette affaire**. C'est ce qu'il y a de pire à mon sens", a conclu l'homme de foi.

Dans son entourage, on est nettement plus disert. On prétend que le grand rabbin n'a aucune intention de démissionner de son poste de président de la haute cour rabbinique. Et puis, on tient à préciser que "cette affaire n'est qu'un incident de l'importance d'une grosse faute de circulation". Rien de comparable, affirme-t-on, "à l'enquête diligentée contre le grand rabbin ashkénaze du pays, Yona Metzger, qui touche aux standards éthiques".

Ce à quoi les gens de Sha'as font si délicatement allusion, ce sont les accusations de harcèlements homosexuels et de fausses signatures sur des contrats de mariage, qui poursuivent "l'autre" grand rabbin suprême d'Israël jusqu'à la haute cour de justice laïque. En ce qui concerne la

² Talit (talit katan ou petit talit dans le cas qui nous intéresse): châle de prières que les juifs pratiquants portent notamment en dessous de leurs vêtements.

³ Ha-Rishon Letzion (littéralement, Le premier à Sion-Jérusalem), titre utilisé en Israël afin de définir le grand rabbin sépharade du pays

deuxième accusation, selon des dizaines de témoignages semblables, Metzger aurait imité la signature de témoins sur des ktouba (des contrats de mariage) afin d'en accumuler le plus grand nombre possible, et de multiplier ainsi ses revenus, sans être présent aux cérémonies.

Pour l'instant, les nombreuses plaintes formulées contre le grand rabbin ashkénaze n'ont pas abouti, de par la décision des juges et de l'ancien conseiller juridique du gouvernement, Elyakim Rubinstein, stipulant qu'aux yeux de la loi, ce qui lui est reproché n'est pas constitutif de dols punissables.

Il ne nous appartient pas, dans ces affaires pas plus que dans les autres que nous commentons, de nous substituer à la justice et de déterminer pour elle, si le grand rabbin sépharade d'Israël a commandité le passage à tabac de l'ami de sa fille ou si le grand rabbin ashkénaze cède parfois à des penchants sexuels punis de mort selon la loi hilkhatique qu'il représente. Par contre, c'est assurément notre tâche de constater, que ces deux plus grands docteurs en religion d'Israël, élus pour dix ans, occupent alternativement les postes de président de la cour suprême religieuse et de chef du Conseil religieux suprême. Qu'à ces titres, ces hommes déterminent souvent, par leurs sentences, leurs décisions ou leurs avis, l'avenir individuel de leurs ouailles dans des considérations ayant trait aux mœurs ou à l'ontologie de nos concitoyens.

Malheureusement, ces affaires concernant le monde hilkhatique ne sont pas exceptionnelles. Les cas de pédéastie, d'harcèlement sexuel de rabbins, contre des élèves ou contre des jeunes femmes venues les consulter, se comptent, selon la police israélienne et les associations luttant contre ces fléaux, par centaines annuellement [voir à ce propos le site de la Conscience, du Centre juif contre les abus et les agressions sexuelles]

<http://www.theawarenesscenter.org/Metzger_Yona.html#Chief%20Rabbi> . Un des problèmes principaux des victimes de ces actes réside dans les règles de silence et le jeu des pressions, qui sont très courants et efficaces dans la société hilkhatique, fermée et machiste. Souvent même, des délinquants sexuels connus continuent d'y remplir des fonctions d'enseignants et de conseillers.

Il y a peut-être une raison, après tout, pour que le peuple d'Israël ait vécu les deux tiers les plus spirituellement remarquables de son histoire en se passant de rabbins. Aucun poète n'a jamais dit d'eux, en tous cas, qu'ils étaient l'avenir de l'homme...

VOLER LA TERRE, JOUR APRÈS JOUR

Dunam après dunam

Uri Avnery

Que dirions-nous si une institution américaine, possédant un septième de toutes les terres aux États-Unis, avait des statuts ne permettant de vendre ou de louer la terre qu'aux seuls protestants anglo-saxons blancs? Nous n'y croirions pas. Et c'est bien sûr impossible. Mais c'est ainsi que vont les choses en Israël. C'est aujourd'hui l'objet d'un débat public orageux. Voici les faits: le Fonds national juif (en hébreu Kren Kayemet le-Israel – KKL) détient 13% de toutes les terres en Israël. Ses statuts interdisent explicitement la vente ou la location de terres à des non-Juifs. Cela veut dire que tout Juif dans le monde, vivant n'importe où de Tombouctou au Kamchatka, peut recevoir de la terre du KKL, sans même venir en Israël, alors qu'un citoyen arabe d'Israël, dont les ancêtres ont vécu sur cette terre depuis des centaines – ou même des milliers – d'années, ne peut pas y acquérir un appartement. Le débat a surgi à la suite d'une récente décision de la Cour suprême israélienne interdisant la discrimination entre citoyens dans la distribution des terres. Sur la base de cette décision, le KKL a été poursuivi en justice. Le procureur général a dit que le gouvernement ne peut pas faire de discriminations envers les citoyens arabes, même dans la distribution de terres appartenant au KKL.

Tout cela est bien joli mais il y a un "mais". Les plus grands juristes ont cherché une sortie: comment maintenir la discrimination malgré la décision de la Cour? Pas de problème. Le procureur général propose tout simplement que pour chaque dunam (mille mètres carrés, une mesure turque encore appliquée en Israël) que le KKL aura à distribuer – Dieu nous en garde! – à des Arabes, le gouvernement compensera avec un autre dunam quelque part ailleurs. La terre de remplacement se trouvera dans des zones "périphériques", Neguev et Galilée, où elle est beaucoup plus rentable. Et pour faire bonne mesure, le gouvernement garantira que les revenus annuels du KKL atteindront un demi milliard de shekels. Ainsi le gâteau sera partagé mais restera entier. Le KKL, d'ailleurs, nomme

presque la moitié des directeurs de la "Israel Land Authority", l'organisme gouvernemental chargé de tous les terrains propriété d'État en Israël. Ainsi, 20% des citoyens d'Israël n'ont pas le droit d'acheter une maison dans de nombreuses parties du pays, alors que des Juifs habitant Brooklyn ou Odessa ont le droit de le faire.

Comment en est-on arrivé à cet état de choses? Comme presque tout ce qui arrive de mal ici, cela a commencé tout à fait innocemment. Il y a plus d'une centaine d'années, quand le mouvement sioniste a été créé, il a fallu acheter de la terre pour les immigrants juifs en Palestine. Le KKL a été créé dans ce but. Dans toutes les maisons sionistes du monde, une boîte tirelire bleue était accrochée. Dans toutes les salles de classe des écoles juives, les enfants étaient priés de déposer leurs pièces dans la boîte. Dans les écoles juives de ce pays, des agents du KKL ont été nommés, leur tâche consistant à susciter des donations, par exemple en organisant des compétitions de collectes d'argent entre classes et entre écoles. La boîte bleue est devenue un symbole du mouvement sioniste, peut-être le plus important. Moi aussi j'ai mis mes pièces dans les boîtes que l'on passait de table en table tous les vendredis dans ma classe à l'école élémentaire Ahad-Ha'am à Tel-Aviv. Avec l'argent ainsi collecté, un lot de terre était acheté, sur lequel des kibboutz ou des moshavs étaient installés. C'était le summum de l'idéal sioniste. La "rédemption de la terre" et le "travail juif" représentaient la pierre angulaire du rêve sioniste.

Et, en effet, que pouvait-il y avoir de plus beau? Des enfants du monde entier glissaient leurs pièces de monnaie dans la boîte bleue. La terre d'Israël était achetée avec du bon argent. Sur cette terre, les pionniers, fils de marchands et d'usuriers, ont labouré le champ à la sueur de leur front. Dans le monde entier, des enfants juifs chantaient: "Je te dirai, fillette,/ Et à toi aussi garçon,/ Comment dans le pays d'Israël/ La terre est rachetée.// Un dunam ici, un dunam là,/ motte par motte,/ la terre du peuple est achetée,/ Du nord jusqu'au Neguev.// Sur le mur est accrochée une boîte,/ une boîte bleue,/ Chaque centime dans la boîte/ rachète la terre..." Pourtant cette belle histoire a une face sombre, que n'a pas retenue la conscience sioniste. La terre a vraiment été achetée, souvent à un prix exorbitant, mais à de riches propriétaires absents, qui n'y vivaient pas et ne la cultivaient pas. Quand l'ancien Empire ottoman a été ruiné et a eu un pressant besoin d'argent, il a vendu d'énormes terrains à de riches marchands arabes à Jaffa, à Beyrouth et dans d'autres villes qui les ont achetés à titre d'investissements. Les fellahs arabes (fermiers), qui avaient labouré la terre pendant des générations étaient de simples locataires. Quand le KKL a acheté la terre, les fellahs ont été chassés, souvent avec l'aide des Turcs et plus tard de la police britannique.

En dépit de tous ces efforts, quand les Nations unies ont décidé la partition du pays en un État juif et un État arabe, **moins de 7% des terres appartenaient aux Juifs**. Seule une partie de cette surface appartenait au KKL, le reste à des propriétaires juifs privés dans les villes et dans les "colonies" agricoles. La logique aurait voulu que, avec la fondation de l'État d'Israël, le KKL transfère ses terres à l'État. Après tout c'était l'esprit de la collecte d'argent. Mais cela ne s'est pas produit. Il s'est même passé exactement le contraire: le nouvel État a transféré au KKL des millions de dunams de terres dont des Arabes ont été expulsés – les réfugiés à qui on n'a pas permis de revenir ("absents" en langage juridique), ceux qui étaient restés dans le pays mais s'étaient absentés de leur village un jour donné (présents absents), de même que les Arabes devenus citoyens d'Israël. Il est important de le garder à l'esprit puisque cela contredit l'énorme mensonge qui plane sur l'ensemble du débat: que la terre du KKL a été achetée avec l'argent du peuple juif. La plus grande partie de la terre du KKL actuelle n'a pas été du tout achetée, mais conquise dans la guerre et transférée au KKL. Pourquoi transférée? Pourquoi l'État souverain a-t-il transféré gratuitement des terres à un organisme non étatique? Une seule raison vient à l'esprit: **afin de poursuivre la discrimination contre les citoyens arabes**.

Lorsqu'il est impliqué officiellement dans une affaire, le KKL met en avant l'argument qu'il n'est pas soumis aux principes qui régissent l'État d'Israël tels qu'indiqués dans la Déclaration d'indépendance de 1948 (égalité entre tous les citoyens, sans tenir compte de la religion ou de la race), mais au "Peuple juif". Cela veut dire que "le Peuple juif", qui n'est pas un organe politique, est présenté comme une entité indépendante supérieure à l'État d'Israël. Le KKL n'agit pas, bien sûr, pour "le Peuple juif". Il est un instrument de la communauté juive israélienne contre la communauté arabe israélienne. Il est devenu un instrument pour la discrimination institutionnalisée. Le tour de passe-passe du procureur général, destiné à satisfaire la demande de la Cour suprême israélienne pour l'égalité entre les citoyens tout en permettant à un organisme fondé sur la discrimination de continuer à détenir 13% des terres de l'État, ne change pas la situation de fond. Le KKL n'est pas unique. Des discriminations existent dans de nombreux domaines. Dans les tout derniers jours seulement, les faits suivants sont apparus:

* Les responsables du ministère des Finances ont réfléchi sur la façon de payer des allocations familiales aux familles nombreuses juives sans les payer aux familles nombreuses arabes (il y a deux

communautés en Israël qui ont un taux de naissance élevé: les Juifs orthodoxes et les Arabes musulmans, particulièrement les Bédouins.)

* Le ministère de l'Intérieur est en train promouvoir une loi qui permet à tous les étrangers qui épousent des Israéliens d'acquérir la citoyenneté israélienne, même s'ils ne sont pas Juifs – mais qui exclut explicitement les Arabes. Cela dénie à des milliers de jeunes Arabes citoyens d'Israël le droit de fonder une famille en Israël si l'épouse ou l'époux réside dans les territoires palestiniens, même si elle ou lui est un(e) parent(e).

* Le ministère de l'Éducation a confirmé ce qui jusqu'à présent était un secret de polichinelle: que la nomination de tout professeur ou principal dans une école arabe en Israël est soumise à l'approbation du Service général de sécurité (Shin-Bet). Mais, avec le temps, le ministère progresse: jusqu'à présent, le représentant du Shin-Bet était automatiquement le vice-président du comité des nominations. A partir de maintenant, il ne sera plus qu'un simple membre du comité.

Il serait agréable de pouvoir dire que ces phénomènes, et beaucoup d'autres du même genre, sont inspirés par la droite. Mais la vérité est que la plupart d'entre eux viennent de l'époque où **la gauche sioniste était au pouvoir**, et ils se perpétuent maintenant avec le soutien de la gauche dont les représentants sont dans le gouvernement Sharon.

Ce n'est pas l'État que nous nous étions promis dans la Déclaration d'Indépendance. Nous avons devant nous un dur combat à mener jusqu'à ce qu'Israël devienne un État démocratique, libéral, laïque, pluraliste et égalitaire. Un pas dans cette direction serait la suppression du KKL et le transfert de ses terres à l'État.

Dunam After Dunam, 5 février 2005, traduit par RM/SW
Informations Palestine n° 68

ACCULTURATION, MAIS DANS QUEL SENS?

They Stole Not Just Our Land, They Stole Our Culture

by **Palestine Man**

Modern Israeli Hebrew is almost **fourty percent Arabic**, and this even includes favorite Israeli cuss words.

The Jews not only stole Arab land, Palestine, but Arab culture as well. Just in order to give themselves a homogenizing, collective identity, they had to concoct this bogus "Israeli culture".

I will NEVER forget how when I was in Palestine (called Israel by the Jews) I saw a post-card in Tel Aviv with the picture of a falafel sandwich. Above it were the words: Israel's National Dish. Since when was an Arab recipe handed down for thousands of years among Arabs a Jewish thing?

Many Israeli restaurants in New York of course, use the words "Mediterranean Cuisine", lest some people who cringe at the association of the word "Israel" with the murders of young Palestinian children decide not to patronize them. But most interesting, all one needs to do is look at their menu of supposedly "Israeli" foods. "Hummus, falafel, tabboule, labne, etc. etc. etc." Foods that are distinctly Arab.

Now, in "Israel", there has been a very popular kind of music: Mizrakhi (or as some spell it Mizrahi) music, which is also called "Israeli music" ("mizrakhi" is Hebrew for Eastern, or to use the old term, Oriental). What is really "Oriental Israeli" music is nothing more than Arab music with Hebrew lyrics. One only need listen to the tunes of songs sung by Israeli Mizrakhi singers such as Sarit Haddad (an Israeli whose parents are "Arab Jews" hence the Arab last name), and Haim Moshe (of Yemenite Jewish background) and countless others to realize what "Israeli" music really is -- Arab music, both Middle Eastern and North African (with the wonderful sound of the darbouka).

Then of course there's the Hebrew language. Eliezer Ben Yehuda, the founder of Modern Israeli Hebrew, realized that Hebrew -- which was mainly used by the Jews as a liturgical, not spoken, language (Jews spoke Aramaic, not Hebrew, in Biblical times) -- had a big deficiency when it came to scientific, mathematic, and abstract terms. Since borrowing from Indo-European languages did not seem to be a good option (Semitic phonology and syntax make it difficult for a language that follows the old Semitic three consonant word-root pattern to incorporate words from European languages), Ben Yehuda turned to a sister Semitic language of Hebrew, Arabic.

Modern Israeli Hebrew is almost fourty percent Arabic, and this even includes favorite Israeli cuss words.

While in Eilat I hired a cab. Hanging from the front view mirror of the cab was a "khamsa" (an inverted hand, which is made of silver or gold)...you can't get any more Arab than that. What has always been a classic Arab symbol, has become "Israeli" and "Jewish" as well, and many khamsot (the Hebrew plural of "khamsa") are sold in Israel, with Hebrew inscriptions on them. Israelis not only stole the Palestinians' land, they stole their culture, and many other Arab cultural contributions were made via Jews immigrating from Arab countries.

And the next time you hear a khazzan (also spelled hazzan or chazzan -- a khazzan is a cantor) sing in a Sephardic temple, listen for those obvious Arab notes and scales. Really! The Jews hate us so much, but love our culture so much that they just have to steal it and rename it!

<<http://www.jewishtribalreview.org/palestineman.htm>> April 2005

COPAINS, MAIS PAS TANT QUE ÇA

U.S. INCREASES INTEL AGAINST ISRAEL

The United States has increased intelligence operations against Israel as part of an effort to prevent a war in the Middle East.

Western diplomatic sources said that over the last two years the U.S. intelligence community has increased **monitoring of Israel's military and government**. The sources said the move was ordered by the White House as part of an effort to prevent an escalation of the war with the Palestinians or a regional war that could begin with an Israeli attack on Syria.

"There's been concern that Israel would pull a surprise on the United States with either an offensive against Hizbullah in Lebanon or a massive attack on the Gaza Strip," a diplomatic source said. "Washington doesn't want to be surprised and would rather know this information in advance and first hand."

The sources said the result has been increased U.S. satellite monitoring of Israel to determine military movements, import and export of weapons, weapons tests and construction of housing in Israeli communities in the West Bank and Gaza Strip. They said the United States has also expanded the interception

<http://www.menewslines.com/stories/2005/february/02_15_4.html>

LA SINISTRE RÉALITÉ D'ISRAËL

NATAN SHARANSKY THE LIAR

Barry Chamish / Ida Nudel

I was contacted by two distinguished Russian-Israelis last week, (Jan. 05). First, the respected journalist Effie Maideneck made a pitch to me to investigate the harassment of a "truthseeker like me," Dr. Yuli Nudelman. Then I was honored with three e-mails from the revered former Prisoner of Zion, Ida Nudel. She also wrote, "Yuli needs help." (Mrs. Nudel's correspondence will follow this article).

Dr. Yuli Nudelman is the former chief surgeon of Rambam Hospital. In the 1960s he was a leader of the movement to allow Soviet Jews to emigrate to Israel. When the Soviets released him, he quickly made his mark in Israel as a major in the IDF, awarded for his battlefield surgery, then as a crusader against local medical corruption. He was a columnist for the left wing crusading newsmagazine HaOlam HaZeh and later the author of two powerful books exposing serious malpractice in the Israeli medical system.

In 1999 he released a book in Hebrew and Russian called, *Sharansky Unmasked*. Within, he claimed that Natan Sharansky, then Housing Minister, was **a longtime KGB agent** with deep ties to the worldwide Russian mafia. Soon after its release, Sharansky sued Dr. Nudelman for libel and the Jerusalem district court ruled that he had to pay Sharansky the unheard of compensation of nearly

\$200,000. This was widely acknowledged as a precedent aimed at restricting the most basic rights of freedom of expression. Dr. Nudelman's brother Boris was also his partner in the Sharansky research project and he died, overcome by the injustice of the trial.

On Jan. 20, Dr. Nudelman met me at my home for an intense interview. He also gave me his book on Sharansky and a thick stack of evidence which left me convinced of the veracity of his claims. I warn my readers that you will find the following report discouraging. However, I have long warned that the leadership of the Jewish people has been thoroughly infiltrated by frauds and criminals claiming they are working on our behalf. That Sharansky is just another crook serving ugly interests should not come as that much of a surprise.

Before presenting the quite shocking evidence, we begin with my interview of Dr. Nudelman:

YN - In 1962, the KGB initiated a program of dissidence against the Soviet Union. By running the dissident groups, it could control the various factions which were dissatisfied with Soviet repression and later utilize the leaders as agents in the West. They were known as, spies of influence. By appearing to be anti-Soviet they were welcomed abroad and trusted. They could worm themselves into the top echelons of foreign governments. Sharansky was one of these agents, and possibly the most successful.

BC - But wasn't he a Zionist leader in the Soviet Union? Didn't he spend eight years in prison for his activities?

YN - He was never a leader. He was unknown to most of us until the Western media turned him into a hero. He supposedly spent seven years in jail and one year in a prison camp. No one saw him in jail except Mendeleovich, and he claims he only saw his eyes through a peephole. Understand this, there is not one witness to him sitting in jail. He spent a year in a prison camp as a hut commander. That was the position given to KGB informers.

BC - But what about his wife Avital, who fought for his freedom in Israel?

YN - All a KGB show, like her supposed conversion to Judaism in 1974. She is from a family of spies. Her brother Michael was sent to Washington to infiltrate the CIA. He got into trouble there and fled to Israel. Not long after he arrived, he was poisoned to death at age 44.

BC - What was the point of this charade surrounding Sharansky?

YN - He infiltrated Israel as a worldwide hero. Remember, he got here through a spy exchange, not simply released from prison and allowed to leave like all the rest of us. Within a few years he was living in a \$1.5 million dollar home. Where did he get that kind of money? Next, he was in the government cabinet. Now he's really useful. When the powers that run America want Netanyahu to withdraw from Judea and Samaria, who do they send to the Wye plantation? Their agents Sharon and Sharansky. When the same powers seek a justification for attacking Afghanistan and Iraq, who do they turn to but the trusted Sharansky. Just last week Condoleeza Rice called Sharansky the father of the movement to turn the Middle East democratic. When Putin is condemned worldwide for the slaughter in Chechnya, who comes to his rescue but Sharansky. Incidentally, that turned out to be a big mistake for Sharansky.

BC - Why?

YN - Because after my book was published, he called in his chips. He asked Putin to release his whole KGB file to him so no one could ever see it. Then he released on the Internet the parts of the file he thought would serve him best. He chose the wrong files to release because they revealed what we all knew. During his interrogation and trial in 1977-8, Sharansky gave the KGB a long list of Jewish activists. It was during his trial that the witch hunt against us began in earnest. Dozens of Jewish activists were arrested, some beaten severely. Sharansky was nothing but a dirty little snitch.

These are serious allegations. Now we look at the evidence, much of which comes from the protocols of Nudelman's trial. What stands out is that a Who's Who of former Soviet Jewish activists testified on Nudelman's behalf, whereas not one witness except his wife, testified for Sharansky. He could find not even one witness who knew him from prison and who saw his bravery in action.

SHARANSKY THE SNITCH (=rapporteur, délateur, mouchard)

Deposition to Judge Zvi Segal, Jerusalem District Court from Ida Nudel

I testify, as a former citizen of the USSR, grown and educated under a totalitarian regime persecuting any dissent, that Mr. Sharansky's behaviour during investigation resulted in the profound suffering of several people who were subjected to additional persecutions because the KGB's attention to them had been drawn by Mr. Sharansky's thirty-three page request to the chief investigator of his case, Col. V.I. Volodin...

An attentive reader, provided he is a former Soviet Citizen with an experience of conflict with the KGB, is struck by the difference between Sharansky's description of his imprisonment in jails and camps on the one hand, and the personal experiences of many people, on the other hand...

Mr. Sharansky disregarded the ethical norms of the group with which he identified and based his defence on requesting the KGB investigators to interrogate activists and participants of the emigration movement... Upon completion of his case investigation, the KGB decided, on January 12 and 18, 1978 to open additional cases against 33 activists of the Jewish emigration movement. Six Jews from the list were arrested and sentenced to long prison terms: G. Goldshtein, L. Volvosky, B. Chernobylsky, V. Slepak, M. Slepak and I. Nudel.

Press Release from Vadim Rotenberg, Professor of Human Psychology, Tel Aviv University, 18/08/02

According to my personal experience, Mr. Sharansky has surrounded himself in Israel with cynical and dirty persons without moral values and mafia-like mentality and behaviour...

Some official documents presented to the court confirmed that Mr. Sharansky really collaborated with the KGB inquest and mentioned some names of refuseniks, afterward punished.

Letter Of Appeal submitted to Supreme Court Of Israel by attorney Yoram Mushkat

Deputy Prime Minister and Minister Of Housing And Construction Natan Sharansky, had passed to the KGB interrogators the names of aliya activists and other Jews who tried to emigrate to Israel, and even requested the KGB interrogators to investigate them and study the files of tens of refuseniks all across the USSR who tried to emigrate to Israel at that time.

Contrary to his image as a prisoner of Zion who heroically struggled against the KGB, Sharansky betrayed his comrades, the aliyah activists and other Jews who tried to emigrate to Israel...

It was due to the exposure of Sharansky's, "Request Of Solicitation," that Prisoners of Zion, Ms. Ida Nudel, and Prof. Kislek (who was severely beaten after Sharansky requested he be investigated) understood why the KGB made hundreds of arrests of Jews after Sharansky's arrest and trial. This also explains why later in prison camp, Sharansky was appointed a dnyevalny, a ward orderly - a job reserved for informers and collaborators...

Despite the public standing of Minister Sharansky, and the grim matters exposed in court, not a single person came to testify in his favor.

Appeal to Prof. Elyakim Rubinstein, Attorney General of the State of Israel.

We, the undersigned, former Prisoners Of Zion, aliyah activists, and refuseniks are appealing to you in regard to a situation compromising state security in light of facts brought out in the suit of Sharansky vs. Nudelman. We have arrived at the following conclusions:

Sharansky had created his famous image based on a false myth concerning both his activities in the USSR and his "prominent" role in the Zionist movement, and his "heroic" deeds in prison. Some details of his camp life as written in his book do not look like the real ones we actually encountered in the labor camps.

In the initial stage of the hearings, Sharansky testified that he had never mentioned any names of people involved in Zionist activities while interrogated by the KGB. However, after being shown in the courtroom the KGB archive documents, he changed his testimony, claiming that while he had indeed given the names of aliyah activists, he did so, "to assure that the names should remain in the KGB archives for future use by historians."

We believe that Sharansky is not the person he is trying to picture and will pay for him to undergo a lie detector test to establish the facts.

Citizens of the State of Israel:

Michael Babel, Ilya Voitovestsky, Arye Vudka, Yigael Yehudi, Dr. Felix Kochubievsky, Eduard Kuznetsov, Silva Zalmanson, Ephraim Melamed, Yehudit Yehudi-Nepomniaschchi, Meir Nepomniaschi, advocate Jacov Maniovich, Ida Nudel, Dr. Victor Ben Zvi (Polsky), Prof. Vadim Rotenberg, Jakov Segal.

NATAN OF THE MAFIA

Appeal To The Attorney General, Babel et al:

In the courtroom Sharansky categorically denied receiving \$100,000 from Grigory Luchansky, while the latter confirmed under oath to giving Sharansky the money and gave the bank account account that Sharansky asked the money be transferred to.

Affidavit of Grigori Luchansky, Presented To Jerusalem District Court I have met Israeli Minister Natan Sharansky about five times in Israel and abroad. Mr. Sharansky asked me for a contribution and I agreed to contribute the sum to an association whose account was in Bank Hapoalim.

Haaretz, Akiva Eldar, 14/3/02

Kutzenov added that Luchansky complained to him that, "Sharansky promised to help get him a passport, got money, but did nothing. Later in 1996, I asked Sharansky why he didn't help Luchansky. Sharansky said he can't help him since Luchansky appears in first place on a CIA list of members of the Russian mafia."

Either Luchansky signed a false affidavit or Sharansky committed perjury.

Haaretz 12.3/04

Gavriella's car was discovered after he went to Grigori Lerner's office where he met with Sofa Landver, formerly a Labor Party member of the Knesset. Lerner was convicted on three attempts to bribe elected officials...His arrest in 1997 dragged a parade of politicians to the National Unit For Serious And International Crime Investigations including Natan Sharansky, who received a \$100,000 contribution from Lerner, and Labour MK Shimon Peres, who had promoted the career of Sofa Landver from being his Russian teacher to being a Knesset member...

From, How The Russian Mob Has Invaded America, Robert I. Friedman, Liberty Books

One politician already ensnared in the web of organized crime is Russian-born Natan Sharansky...Sharansky has publicly admitted that his party has accepted contributions from NORDEX president Grigori Luchansky. Officials from the US Congress, the State Department, and the CIA pleaded with Sharansky to sever his ties to Luchansky. Says Winer, "We told him about Luchansky's MO: bribery, influence peddling and that he was a bridge between governments and organized crime." Sharansky simply refused.

In March, 2004, Sharansky took personal responsibility for securing the release of Jonathan Pollard, and wangled a law giving him 4.5 million shekels a year until Pollard's release. Pollard was not amused. On March 11.04 Pollard wrote Sharansky:

I am stunned that you have authored a bill that legislates political lassitude and financial corruption. As head of the committee to secure my release, it was your job to know about this law and do exactly that - secure my release - not provide additional funds for your office.

Jerusalem Post 12/5/04 - Zelda Harris

I was in Moscow in 1977 when Sharansky was arrested and was partly responsible for bringing out legal documents to be used in his campaign for freedom. Now I feel it is time to say it like it is: I do not believe Sharansky was a sincere human rights activist. He used the platform to gain stardom at a time when Western eyes were focused on the Soviet Union. Once he got here, his lack of support from olim who had been his former compatriots showed what he really was: a self-seeker.

The former Jewish activists of the Soviet Union fought to live in a Jewish democracy. Today, too many realize they traded one dictatorship for another, more subtle one. The following letter from former Prisoner Of Zion, Ida Nudel, expresses this frustration and disappointment.

Dear Mr. Chamish, First of all, let me thank you for permitting to use your Internet address. I admire the courage of your challenging the political monopoly in our country and unveiling their secrets, deals and misdeeds. Your project Very Uncivil Obedience has raised my reminiscences of not-so-old personal experience of civil disobedience that was practiced by Soviet Jewish and other citizens in the 1970s. I would be most grateful if you could devote a bit of your time to my thoughts about your protest.

Having lived in Israel for 17 years, I cannot imagine people that might come forward and start the action at the level being proposed by you. You are actually appealing to intellectuals and businessmen the category of population that is most conservative when a risk is involved of loosing their social privileges. Something would probably become known on the fate of 34 officers who signed a protest letter. I very much fear that most of them will be morally broken and humiliated in a most primitive manner, and their dignity will be wrecked. Those who would prove stauncher if any will also pay for that wonderful day when they behaved like free citizens. I've come to Israel from a totalitarian country but with an experience of a citizen perceiving my personal responsibility to the society in which I live. I cannot help but to compare the moral and social environment and the unwritten laws of my both societies the past and the present. I'm sorry to say that the moral spirit and the cynical

bureaucratic attitude towards the population in the Jewish land have little difference from the Bolshevik regime.

The fact that anybody can freely leave Israel makes it possible for the bureaucracy to conceal its Bolshevik character. Instead of being put in prisons and psychiatric hospitals as it was done in the USSR, the dissidents just leave the society and the country in the care of their more passive compatriots. The people are living in a fear of the omnipotent bureaucracy and realizing their complete helplessness against it. When talking to simple people, I hear it far too often: Whatever I could do I've done: my children live in America! With regard to demonstrations, I share your doubts as to the sincerity of the settlement leaders beyond the "green line". They're civil servants and encounter serious personal problems when challenging their employer the state. On the other hand, the youth participation in the demonstrations contributes to the development of their self-consciousness and of their perception of themselves as something more than merely toy soldiers. The passive and voiceless intellectuals are clones of their Soviet counterparts.

I am heading a small voluntary organization that works for the prevention of asocial behavior among new immigrant schoolchildren in the "developing towns" of the Negev region, and have gained an experience of dealing with the local municipal establishment. It is clear to me beyond any doubt how far is our society from a real democracy. It may rather be described as a two-faced creature whose outside-looking face is that of Western-style diplomats and scientists, while the inside looking one has all the features of a lazy and corrupt Turkish colonial official... Should your idea of disobedience be first implemented outside Israel, than some Israeli version might probably emerge. But who would help your great idea to materialize? Maybe Christian Zionists? The idea of a Jewish state isn't too popular with the free world's Jews, it causes them such a headache. With sincere wishes for your success and good health,

Ida Nudel 13/01/05

<http://www.barrychamish.com/html/natan_sharansky.html>

2 - Le piège afghan

ÉBULLITION

Peasant, workers' and student revolt in Afghanistan against US occupation Letter from Jalalabad communists

Death with US Government

Since last week the political – security situation of Afghanistan goes towards disturbance, insecure which challenge the existence of specially US invader forces inside the country.

Apparently the angry demo rise following the report of Newsweek magazine on 9 May which reports interrogatory of American authorities in Guantanamo against Koran in front of detainees where have been held about 520 inmates. But it is not the full story.

It is clear that any riot and mass movement arise from series causes and ground, not as some thing incidental. Of course this is the nature of all dictator rulers to hide true and real roots and reasons of such anti rulers' movements in the history.

So the recent uprising of peasants, worker and wage labors, University and School students, teachers and other lower classes of society as well appear as the result of violence, oppression, invasion and violation of human rights. Despite huge propaganda of US government, imperialist media and its puppet regime in Afghanistan in order to adulterate the real causes for the last anti US and allies invasion protests in Afghanistan, the flames of resistance potential against occupiers, frightened and put in trouble the US government and Karzai regime and proved that the people of Afghanistan will never tolerate imperialists to enjoy their interests through the victimizing of our people.

The Occupiers who legitimize their existence from Bonn treaty aftermath September 11 events in 2001 for the excuse of campaign against "terrorism" committed such inhuman and heinous crimes as happening in Iraq, as never carried out by Soviet Union in 1979-1989 in

Afghanistan: wild air attacks and bombardments, killing civilians, inspection of civilian homes day and night, insult of people and suppress of human dignity of civilians, violated attitude with prisoners and killing tens of them under torture during investigation, willfully detention, imposing sided policies that do not even match the law of local governments and custom and values of local community.

On the other hand the Karzai administration during last three years failed to stand for its promises. More than 80% people lives depend on agriculture, but in spite of thousands millions dollars donation to Afghanistan, the irrigation system is still completely ruined and peasants have been facing acute agricultural problems and no body attempt to assist them to improve their live standard. But while the peasants cultivate poppy for its increased income, the imperialists who indirectly are involved in the trafficking and processing the narcotic business to make maximum profits to feed the war machine, spraying poison by helicopters which not only ruin the poor peasants cultivation, but also surely affect human lives and whole living environment.

Since the last three years the peasants complain to government and hold demonstrations to demand their rights and proper substitution, but the answer of US backed government was bullet and shooting of peasants. Insecurity, abduction of children, thefts, bureaucracy, corruption, bribery, crimes, bomb blasts, armed fighting, homelessness, unemployment... are the gifts of "democracy implementation" US model government in Afghanistan!

The recent demonstration across the country where accompanied by tens thousands of people chanting slogans against the occupiers especially US. The demonstrators call for stopping bloody and inhuman attacks and attitude and opposing creating strategic or long term military bases inside Afghanistan. Indeed the recent demonstrations were a slap on the face of Karzai administration that called a symbolic grand assembly to pave the way for the existence of imperialist forces in our country.

Despite of ridiculous claims of Karzai regime and his Masters, these were not the only demonstrations that dismissed by shooting and killing by police, but also tens of demonstrations since coming on power the US backed regime in Kabul, responded with sever beatings, killing, injuring, detaining and imprisoning of peasants, students and any other opposition.

In a word, the people of Afghanistan consider the imperialist forces as occupiers, not as angels of peace or prosperity. They consider the ruling authority not in the service of its own people, but a means in the service of US imperialism.

Thus, we express our solidarity with the demonstrators and especially who have been killed by local police and US and ISAF. Although the government labeled the demonstrators as the influence of Alqaida or Taliban, but this is unfair. According to the witnesses it was the police and local administration that caused violence. That the police themselves burnt some places to justify their brutal suppression, to justify the responsibility of killing around thirty people and injury of hundreds of them.

We asked all progressive, democratic, anti imperialist and humanitarian parties, unions, organizations and individuals around the world to express their solidarity with our people and ask US and Karzai governments to stop the brutal operations, attacks and free all the detainee demonstrators.

Death with occupiers!
Long live anti imperialist movements!

Left Radical of Afghanistan (LRA)
13 May 2005. Jalalabad Afghanistan
<lr_afg@yahoo.com>

<<http://www.antiimperialista.com/en/>>

3 - Le pays des faux-juifs

UNE TRIBU DE RIGOLOS

Une tribu indienne descendante d'Israël prête à immigrer en terre juive

Les milliers de membres de la tribu indienne des Bnei Menashe se préparent à immigrer en terre juive après avoir été reconnus descendants d'une des dix tribus perdues d'Israël par **l'un des deux grands rabbins d'Israël**, ont indiqué mercredi des dirigeants de cette tribu. Les 6000 membres des Bnei Menashe ou enfants de Manasseh, répartis dans les États du Nord-Est de Mizoram et de Manipur, ont été récemment officiellement reconnus descendants d'Israël par le grand rabbin **Shlomo Amar** à Jérusalem. [**Le Cirque Amar, vous vous souvenez?**] Des juges rabbiniques sont attendus dans ces États éloignés pour convertir formellement les membres de cette tribu aux rites juifs orthodoxes et lancer la procédure pour permettre leur immigration en Israël, ont indiqué des leaders locaux sous couvert de l'anonymat. Cette conversion doit leur permettre de procéder à l'"aliyah" ("montée" en hébreu), considérée par le sionisme comme un "retour" à une terre ancestrale, sans avoir besoin de requérir l'autorisation du ministère israélien de l'Intérieur. Deux juges rabbiniques s'étaient rendus en Inde l'année dernière pour enquêter sur cette tribu et examiner le bien fondé de ses revendications. "Après examen approfondi de leurs conclusions, il a été décidé que les Bnei Menashe sont effectivement des descendants d'Israël et qu'ils devraient être rapprochés du peuple juif", a dit le rabbin Eliahou Birenbaum, porte-parole du Grand rabbin Amar dans un communiqué reçu par les leaders de cette tribu.

AFP 06.04.05

Fumisterie totale, évidemment. Il s'agit seulement de se procurer de la main d'œuvre et des soldats à bon marché. Ces pauvres idiots ne savent pas ce qui les attend.

My Visit to the Bnei Menashe Tribe in India

By Rabbi Shlomo Riskin

Last year I spent Sabbath, as well as the week previous to it, in the precinct of Manipur in southeast India, not far from Bangladesh. I was on a mission, together with my distinguished colleagues Rabbi Eliyahu Bierenboim, a revered Rabbi in Israel; Rav Eliyahu Avichail; and my good friend and respected journalist, Michael Freund, to connect with some five to six thousand Jews who claimed descent from the tribe of Menashe and who lived in the provinces of Mizoram and Manipur India.

It would be a virtually impossible task to adequately describe the magnificent greenery and the majestic mountainsides upon which **the most primitive bamboo dwellings** housed many communities of individuals who looked part Indian and part Chinese, but who were living deeply religious and committed Jewish lifestyles. As I joined in their many celebrations in our honor, replete with special ethnic dances and rhythms mixed with Psalms and modern Israelis songs, as I prayed with them and watched in awe the manner in which they were teaching the Hebrew language and the sacred Torah to their children, I could not believe that I was walking the paths of southeast India. [**in fact northeast India**]

In each community, there were elders who regaled us with ancient songs in the Miso dialect which began with tales of the Garden of Eden and our Patriarchs and concluded with the Kings of Israel and the Holy Temple in Jerusalem. After every stanza of their song came the refrain "tzena tzena Tziona" Go, Go to Zion. Their sincerity was awe-inspiring, and their love for Zion was a glory to behold. I originally made the journey to India as a skeptic, but by the third day, I was convinced that these very sincere people were indeed the carriers of the tradition of the children of Menashe who had been expelled from Israel by the Assyrians, and had somehow made their way to India via China.

On the Sabbath of the portion of Terumah, we were excitedly told that there was to be a circumcision ceremony in the thatched roof bamboo synagogue. The Mohel told me of their ancient ceremony to circumcise 8 day old boys with a stone, just as Tziporah had done when she circumcised the son born to her and Moses - and my heart stopped. (Even under the best, sterile conditions in Efrat, the circumcision is not one of my favorite rituals.) My fears were laid to rest when he explained that for the last several decades, they used a regular circumcision knife instead. The synagogue was filled to capacity; the circumcision lasted exactly 22 minutes. I received a glimpse into the kind of commitment that these Jews carried with them for thousands of years, isolated from all other Jews but persistent in rituals which they knew and loved and were willing to die for.

The Bnei Menashe have performed the act of circumcision - a painful and life threatening act of commitment - for thousands of years. Indeed, every Jewish father who has his son circumcised is experiencing, albeit to a lesser degree, the sacrifice of Abraham and Isaac. Such ultimate commitment provides the wings which have enabled the Jewish people to soar heavenwards despite persecution and isolation.

Excerpted from *The Jewish Press*, February 7, 2003

DÉPORTATION DE MASSE

Pulling skeletons out of unknown closets

By Amir Shaviv

French Premier Georges Clemenceau once said, "War is a series of catastrophes that results in a victory." Had he read Stephen Spector's new book on Operation Solomon, he would not have hesitated to qualify the rescue of Ethiopian Jews as fit for his observation.

On Friday morning, May 26, 1991, Israel Air Force planes were circling in the Addis Ababa sky; 15,000 Ethiopian Jews were circling the Israeli embassy, ready to charge toward the airport; rebel army forces were closing in on the besieged capital - yet the chief Ethiopian official, Kassa Kebede, ordered the Israeli chief negotiator, Uri Lubrani, to stop all actions. The Ethiopian government was demanding its promised price of **\$35 million in advance, here and now**.

What followed was a drama-cum-comedy of errors: Lubrani had no intention of paying up front and, in any case, the Ethiopian finance minister did not know his own government's bank account number. The operation was almost aborted, and Lubrani, desperately searching for a convincing argument, recalls asking the minister, "Can you conceive that I represent a people and a government that will deceive you on a miserable \$35 million?" The minister replied, "I believe you." Permission was granted for the operation to resume.

And the rest of it is history, one would guess?

Well, not so simple. Years later, when Spector, a professor of English at the State University of New York, was reconstructing the account of that dramatic moment, he found that each one of the participants had a different recollection. Kebede's story contradicted Lubrani's. Eli Eliezri, leading operator of the American Jewish Joint Distribution Committee (JDC) in Ethiopia, tells a version that corroborates Lubrani's. Ethiopian finance minister Bekele Tamrat later denied some of Lubrani's and Kebede's most important claims. And then Israeli ambassador Asher Naim, who was not present at the money discussion, offered an even more curious version to this episode in his 2003 book, *Saving the Lost Tribe: The Rescue and Redemption of the Ethiopian Jews*.

So what happened? The reader, like the author, is left unsure. As one Soviet historian during Stalin's regime once sighed: "It is very difficult to write history when **the past keeps constantly changing.**"

As elusive as history may be, Spector strived to write the ultimate book on Operation Solomon. "I was showing some chutzpah of my own, having agreed to write a book on this subject. I was no expert on Ethiopian Jews at that point," he admits disarmingly in the preface.

Forensic documentary

As a JDC executive, I was involved in the planning of Operation Solomon (and was in fact interviewed by Spector for this book). With zero degrees of separation, I cannot claim objectivity, but offer my intimate familiarity with the facts as a mitigating compensation to readers. With that in mind, I can say that after launching an eight-year, tri-continental archival odyssey, meticulously reconfirmed in 200 interviews, Spector leaves no question unasked, and almost none unanswered. The 80 pages of notes, bibliography, glossary, appendix and index support his 200 pages of text suffice to crown him an expert on the circumstances of Operation Solomon.

The end result of his work is an impressive exercise in forensic documentary, with skeletons pulled out of unknown closets, X-rayed, dusted and added to our collective knowledge. Among those are Ethiopian officials and their greed, Israeli officials occupied with undermining each other, well-intentioned American Jews whose actions led Ethiopian Jews to tragedy, and Jewish Agency officials busy with their rivalry with Israeli government officials. Not to mention secret deliberations about whether to sell Jews for money or exchange them for arms, and endless intrigue and sabotage woven into idealistic determination and devotion.

The pace of the narrative is that of a fast-moving thriller. "The Jews of Ethiopia became living chips in a secret game of political poker," Spector observes. "The hands of this game were played in Addis. But the cards often were dealt in Jerusalem and Tel Aviv, in Washington, New York and Illinois, as well as in Moscow, London and Khartoum." Soon we realize that by the beginning of 1991 there was a serious plot against Ethiopian Jews.

Step after step, the author takes us to all those sites. We meet Lubrani, the indefatigable Israeli negotiator, who for months navigated the clandestine path toward Operation Solomon. He did it so skillfully, with such intelligence-style low profile, that Michael Schneider, the JDC's executive vice president, once appreciatively nicknamed him "George Smiley" after John le Carre's famous master-spy character. (After reading how Lubrani had to spin his yarn with the Ethiopian officials, one may liken him more to a latter-day Le Carre character, "The Tailor of Panama.")

Schneider, as well as JDC staffers, are highlighted in never-before-revealed details and given a well-documented credit for their work. Recognition, long overdue, is given also to Malcolm Hoenlein and the role of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations in securing the American administration's support for the operation. Hoenlein knocked on - and opened up - the doors of key figures in Washington, D.C., at a deadlock point of the rescue efforts. Regretfully, Spector gives only minimal personal data about the key heroes of his story. However, there is enough material to suggest that all three - Lubrani, Schneider and Hoenlein - each deserve a full biography to unveil their rich, but undisclosed, careers. Regardless, readers are finally made to understand that never before did so many good people combine such extraordinary skills to rescue so many distressed others in a spectacular 36-hour show of solidarity and force.

Yet the greatest service of this book to history may be not in the questions it answers, but in the question it dares asking: Why was Operation Solomon, a costly, dangerous endeavor, needed at all?

The answer, according to Spector, pulls another skeleton out of our communal Jewish closet: because well-intentioned North American Jewish advocacy groups removed Ethiopian Jews from their villages, exposing them to health risks and refugee life that resulted ultimately in an emergency airlift.

Was the danger in the Beta Israel villages so compelling that it justified moving an entire population? In his meticulous forensic style, Spector destroys, one by one, each argument given at the time for the exodus of Ethiopian Jews from their villages: "Contrary to claims being made in the West ... There was no significant famine in the Jewish area ... Nor did they leave because they were in a war zone ... No Jewish villagers had been caught in military crossfire ... Their Christian neighbors did not drive them out ... They did not leave because of illness, either."

The chapters that touch upon this issue are uncomfortable to read. It is a harsh suggestion that **the plot against Ethiopian Jews** was not just the making of evil dictators, but possibly **originated from a misguided, although idealistic, intervention of North American Jewish advocates**. Was it a recurrent case of the white Ugly American, who knows better what is good for native black Africans? Spector lets this issue surface into the dramatic narration every once in a while. He does it tactfully, sensitive to the sensational potential of such accusations. Nevertheless, his book ought to trigger a

humbling soul-searching among all nongovernmental organizations that face a similar situation in Third World countries every day. An honest attempt to revisit this period by American Jewish advocacy groups may be the best contribution of this book.

Amir Shaviv is assistant executive vice president of the American Jewish Joint Distribution Committee, and a former newscaster and correspondent for Israel's Channel 1 News. By arrangement with the
Forward

Haaretz, 15 April 2005

<http://www.haaretz.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml?itemNo=565262>

Operation Solomon: The Daring Rescue Of The Ethiopian Jews by Stephen Spector, 279 pages, Oxford University Press, 2005. Remember that Falashas are a splinter group originating in the Ethiopian Orthodox Church, and are not, and have never been Jewish.

UN MILLIARD DE JUIFS?

Minyan in Kaifeng

This was the brainchild of a group of fourteen people, mostly Jews, now stationed in China in one capacity or another who, accompanied by Prof. Xu Xin, went to Kaifeng last December to learn more about the Kaifeng Jews and to explore their own Jewish identity. In their report, they said:

Adventures in Kaifeng

The three days of exploration in Kaifeng began with an examination of the physical remains of a past community, and ended with a discovery of the spiritual legacy of the present community. At the Tri-provincial Meeting Hall, the Minyan viewed a model of the Northern Song capital, scrolls and photos of Jewish sites long past. From there, the Minyan climbed to the fourth floor of the Kaifeng Museum, where they inspected stone steles, rubbings, drawings of the ancient synagogue, and a map of the migration of Jews throughout China. The Minyan then strolled down "South Teaching the Torah Lane" through the Jewish quarter, past the synagogue site, now a hospital, through a construction area to a well, which once sat inside the synagogue grounds.

Friday evening, the Zhang family invited the Minyan into their home for a kosher Chinese dinner. The Minyan, in turn, created a Kabbalat Shabbat service complete with candles, wine, and challah. Saturday morning, the Minyan visited with other Kaifeng Jewish descendants at the Zhao and Ai family residences and shared Shachrit services with the Shi family. Many of the group felt the highlight of the trip occurred when five members from the Zhang and Shi families were called up to the Torah, and slowly repeated the Hebrew words of their aliyot after acting rabbi Ben Fox. At sundown, the Minyan concluded the Shabbat with a Havdalah service underneath a winding pagoda bridge.

On Sunday, the Minyan said Kaddish at the Jin family burial site. Prior to their departure, the group visited the Dragon Pavilion, the imperial seat of the Northern Song where Jews had been given their first audience with a Chinese emperor.

Throughout their stay in Kaifeng, their activities were recorded on film with the intention of producing a documentary. Again, in the words of the report:

For the filmmakers, goals changed as well. They began the trip hoping to chronicle a distant branch of the Jewish Diaspora. By the end of the journey, however, they realized that the true power of their film would be to inspire others to have similar debates on assimilation, identity and related problems confronting world Judaism. The participants experienced not a passive Judaism, but the excitement and passion of Judaism in the field. It is this element of the experience that the filmmakers most wish to impart upon their viewers.

The filmmakers are at present seeking funds to complete the film. In response to an enquiry whether the Sino-Judaic Institute would be willing to make a contribution, I said I would need more information and would need to bring the matter before the Board.

The whole affair has raised some serious concerns. No one doubts the good intentions and genuine enthusiasm of the group, **but the Chinese government does not recognize the existence of Jews in Kaifeng, only that they are descendants of Jews.** Further, there is a prohibition against foreigners proselytizing religion.

I think the best course for the Institute is to adopt one of wait and see. The film goes against the policy of the Institute up to this time which has been to avoid any encouragement of the Kaifeng Jews to believe that they can rely on foreign support for reviving religious practices, because any such support historically has never prevailed against governmental retaliation. On the other hand, I do not think we want to encourage any perception that we are against the revival of religious practices by the Kaifeng Jews, which could be the unintended result of an official SJI statement against the film

Sino-Judais "institute"

<<http://www.sino-judaic.org/activities.html>>

COMMENT ON FABRIQUE DES JUIFS: PAR L'AUTO-SUGGESTION

The Jews of Kaifeng

Michael Pollack

During the 166 years beginning in 960 C.E., China was ruled by the emperors of the Song Dynasty from their capital at Kaifeng, a bustling metropolis straddling the legendary Silk Road that linked their sprawling domain to its trading partners in the West. And it was sometime during this period that a band of wandering Jews-probably merchants (or perhaps refugees) of Persian birth or descent passed through the gates of the city and was granted an audience in the imperial palace. The emperor graciously accepted the tribute of cotton goods they had brought to him, saying, "You have come to our China. Respect and preserve the customs of your ancestors, and hand them down here in Pien-liang [Kaifeng]."

Centuries later, in 1489, the grateful descendants of these newcomers inscribed the emperor's words (or, at any rate, what were purported to have been his words) on a stone tablet which they placed in the courtyard of the resplendent synagogue their more immediate forebears had constructed in the year 1163 at the intersection of Kaifeng's Earth Market and Fire God Streets. This monument is now among the holdings of the municipal museum of Kaifeng.

To this day, several hundred residents of the old Song capital continue to think of themselves as bona fide members of the House of Israel. They hold firm to this belief despite the fact that their features are indistinguishable from those of their neighbors, they have had no rabbi for the better part of two centuries, no synagogue or other communal organization for several generations, and remember virtually nothing of the faith and traditions of their ancestors. [...]

Le baratin juif

It must be pointed out, however, that much of the information concerning the Chinese Jews that was circulated in the West by Jewish writers has also turned out to be misleading, though obviously not antisemitic. Shortly after the end of the Opium War (1839-42), for example, various Jewish newspapers carried a story about an unnamed British naval commander (in some accounts he is identified as a Jew) who sailed an unnamed warship up an unnamed river deep in the heart of China and discovered a city, also unnamed, whose million inhabitants were Jews. [...]

<<http://www.sino-judaic.org/kaifeng.html>>

Dehergne, Joseph, S.J. and Leslie, Donald D. *Juifs de Chine*. Rome, 1980.

Finn, James. *The Jews in China*. London, 1843.

The Orphan Colonies of the Jews. London, 1872.

Kublin, Hyman, ed. *Jews in Old China*. Some Western Views. New York, 1971.

Studies of the Chinese Jews: Selections from Journals East and West. New York, 1971.

- Leslie, Donald Daniel. *The Chinese-Hebrew Memorial Book of the Jewish Community of Kaifeng*. Canberra, 1984.
- The Survival of the Chinese Jews: The Jewish Community of Kaifeng*. Leiden, 1972.
- Pollak, Michael. *The Jews of Dynastic China: A Critical Bibliography*. Cincinnati/Menlo Park, 1993.
- The Torah Scrolls of the Chinese Jews*. Dallas, 1975. 2nd, digitalized ed., 1997.
- Mandarins, Jews, and Missionaries: The Jewish Experience in the Chinese Empire*. Philadelphia, 1980. Reprinted, 1983. 2nd ed., New York: 1998.
- Pollak, Michael, ed. *The Sino-Judaic Bibliographies of Rudolf Loewenthal*. Cincinnati/Palo Alto, 1988.
- Tobar, Jerome. *Inscriptions juives de K'ai-fong-fou*. Shanghai, 1900.
- White, William Charles. *Chinese Jews* (2nd ed.), with introduction by Cecil Roth. New York, 1966.

4 - Les mystères de New York

Timothy McNiven, expert en sécurité, travaille depuis des décennies pour le ministère américain de la défense [de l'agression serait plus juste]. L'année dernière il déclara sous serment, que son unité militaire fut chargée dès 1975 de planifier une "attaque terroriste parfaite" sur les États Unis. De hauts gradés militaires avaient choisi l'objectif: les Twin Towers du WTC à New York.

Et quel fut ce plan parfait, conçu 25 ans avant sa réalisation? On détourna deux avions civils – avec des couteaux en plastique, pour contourner les détecteurs d'objets métalliques! - et on le fit s'écraser dans les tours jumelles. Pour que les gratte-ciel (calculés pour résister à une collision avec un avion) s'écroulent réellement, les militaires avaient proposé de les miner préalablement avec des explosifs. On obtiendrait ainsi une destruction contrôlée.

Comme il est dit dans beaucoup de films de Hollywood: toute ressemblance avec des personnes existantes ou des événements réels est purement fortuite.

Traduction par Manfred Stricker.

<<http://www.zeitenschrift.com/>>

World Trade Center: Anschlag 1976 geplant

Voir son site :

<<http://codenamegrillfire.com/index.php?n=1&id=1>>

Please click on link below to read Mr. Walter's eloquent letter addressed to all his fellow Americans.

<<http://www.reopen911.org/letter.htm>>

If you have not yet seen the shocking DVD "Confronting the Evidence" produced by Reopen911.org. and Walden3.org, you should and you can order one copy free through his site, or better by making a small donation to help finance his efforts in the pursuit of truth and justice.

This 300' video contains disturbingly painful evidence and compelling testimonies from a distinguished panel of brave and authoritative Americans who want a genuine in depth 911 Investigation (instead of the shameful and blatant coverup of the 911 (C)ommission Report) in order to unmask the real instigators/planners/implementors hiding behind Bin Laden and his gang of thugs.

The real terrorists are those who have orchestrated this sophisticated high tech mass murder of thousands of innocent people, which also killed hundreds of heroic firemen and police officers who gave their lives to save their fellow citizens (whilst the insiders on this crime were counting the millions they would make through their PUT orders) in order to "justify" their recycled New World Order of deceit and greed as well as fraudulent "War on Terror" produced by corrupt machiavellian think tanks.

5 - Le ROW

EXONÉRER LE TALMUD

Ceux qui désirent s'amuser un peu dans ce monde triste et laid seraient bien inspirés d'aller voir comment certains échappés des yashiva essaient de ciconscrire l'incendie déclenché par la prise de conscience de certains chrétiens (Pranaitis) ou juifs (Shahak) que l'histoire de Jésus Christ est présentée dans le Talmud, comme une suite d'horreurs et de calomnies. Le truc est simple: Jésus, du Talmud, n'est pas Jésus, du nouveau Testament, mais un obscur prédécesseur qui, justement, s'appelait lui aussi Jésus. Et le tour est joué.

Les amateurs de ping pong et de pilpoul iront voir de près:

There are four main passages in the Talmud that are alleged by some to discuss the story of Jesus' life and death. What we will do here is to analyze closely these passages and see the reasons one may or may not attribute these stories to the life of Jesus. We will also look at another two passages that help us identify our protagonist(s). We will quickly realize that there are great difficulties in stating that any of these texts refer to Jesus. We will see that a large number of historians and talmudists have addressed these issues and have concluded that either none of these passages refer to Jesus or that they refer to a proto-Jesus, whose life was later obfuscated by the theologically motivated rewriting of history. [...]

<http://www.angelfire.com/mt/talmud/jesusnarr.html>

L'AGRESSION BANALISÉE

Planned US-Israeli Attack on Iran

by Michel Chossudovsky

1 May 2005

At the outset of Bush's second term, Vice President Dick Cheney dropped a bombshell. He hinted, in no uncertain terms, that Iran was "right at the top of the list" of the rogue enemies of America, and that Israel would, so to speak, "be doing the bombing for us", without US military involvement and without us putting pressure on them "to do it":

"One of the concerns people have is that Israel might do it without being asked... Given the fact that Iran has a stated policy that their objective is the destruction of Israel, the Israelis might well decide to act first, and let the rest of the world worry about cleaning up the diplomatic mess afterwards," (quoted from an MSNBC Interview Jan 2005)

<<http://www.globalresearch.ca/articles/AVN502A.html>> Israel is a Rottweiler on a leash: The US wants to "set Israel loose" to attack Iran. Commenting the Vice President's assertion, former National Security adviser Zbigniew Brzezinski in an interview on PBS, confirmed with some apprehension, yes: Cheney wants Prime Ariel Sharon to act on America's behalf and "do it" for us:

"Iran I think is more ambiguous. And there the issue is certainly not tyranny; it's nuclear weapons. And the vice president today in a kind of a strange parallel statement to this declaration of freedom hinted that the Israelis may do it and in fact used language which sounds like a justification or even an encouragement for the Israelis to do it."

The foregoing statements are misleading. The US is not "encouraging Israel". What we are dealing with is a joint US-Israeli military operation to bomb Iran, which has been in the active planning stage for more than a year. The Neocons in the Defense Department, under Douglas Feith, have been working assiduously with their Israeli military and intelligence counterparts, carefully identifying targets inside Iran (Seymour Hersh, <<http://www.globalresearch.ca/articles/HER501A.html>>)

Under this working arrangement, Israel will not act unilaterally, without a green light from Washington. In other words, Israel will not implement an attack without the participation of the US.

Covert Intelligence Operations: Stirring Ethnic Tensions in Iran

Meanwhile, for the last two years, Washington has been involved in covert intelligence operations inside Iran. American and British intelligence and special forces (working with their Israeli counterparts) are involved in this operation.

"A British intelligence official said that any campaign against Iran would not be a ground war like the one in Iraq. The Americans will use different tactics, said the intelligence officer. 'It is getting quite scary.'" (*Evening Standard*, 17 June 2003, <<http://www.globalresearch.ca/articles/FOX306A.html>>)

The expectation is that a US-Israeli bombing raid of Iran's nuclear facilities will stir up ethnic tensions and trigger "regime change" in favor of the US. (See *Arab Monitor*, <<http://www.globalresearch.ca/articles/ARA502A.html>>).

Bush advisers believe that the "Iranian opposition movement" will unseat the Mullahs. This assessment constitutes a gross misjudgment of social forces inside Iran. What is more likely to occur is that Iranians will consistently rally behind a wartime government against foreign aggression. In fact, the entire Middle East and beyond would rise up against US interventionism.

Retaliation in the Case of a US-Israeli Aerial Attack

Tehran has confirmed that it will retaliate if attacked, in the form of ballistic missile strikes directed against Israel (*CNN*, 8 Feb 2005). These attacks, could also target US military facilities in the Persian Gulf, which would immediately lead us into a scenario of military escalation and all out war.

In other words, the air strikes against Iran could contribute to unleashing a war in the broader Middle East Central Asian region.

Moreover, the planned attack on Iran should also be understood in relation to the timely withdrawal of Syrian troops from Lebanon, which has opened up a new space, for the deployment of Israeli forces. The participation of Turkey in the US-Israeli military operation is also a factor, following an agreement reached between Ankara and Tel Aviv.

In other words, US and Israeli military planners must carefully weigh the far-reaching implications of their actions.

Israel Builds up its Stockpile of Deadly Military Hardware

A massive buildup in military hardware has occurred in preparation for a possible attack on Iran. Israel has recently taken delivery from the US of some 5,000 "smart air launched weapons" including some 500 BLU 109 'bunker-buster bombs. The (uranium coated) munitions are said to be more than "adequate to address the full range of Iranian targets, with the possible exception of the buried facility at Natanz, which may require the [more powerful]

<<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/gbu-28.htm>> BLU-113 bunker buster":

"Given Israel's already substantial holdings of such weapons, this increase in its inventory would allow a sustained assault with or without further US involvement." (See Richard Bennett, <<http://globalresearch.ca/articles/BEN501A.html>>)

<<http://www.globalresearch.ca/images/gbu28.jpg>>

Gbu 28 <<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/gbu-28.htm>> Guided Bomb Unit-28 (GBU-28)

The Israeli Air Force would attack

<<http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/bushehr.htm>> Iran's nuclear facility at Bushehr using US as well Israeli produced bunker buster bombs. The attack would be carried out in three separate waves "with the radar and communications jamming protection being provided by U.S. Air Force AWACS and other U.S. aircraft in the area". (See W Madsen

<<http://www.globalresearch.ca/articles/MAD410A.html>>

Bear in mind that the bunker buster bombs can also be used to deliver tactical nuclear bombs. The

<<http://www.brook.edu/FP/PROJECTS/NUCWCOST/lasg.htm>> B61-11 is the "nuclear version" of the "conventional"

<<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/gbu-28.htm>> BLU 113. It can be delivered in much same way as the conventional bunker buster bomb. (See Michel Chossudovsky,

<<http://www.globalresearch.ca/articles/CHO112C.html>>, see also

<http://www.thebulletin.org/article_nn.php?art_ofn=if03norris>) .

According to the Pentagon, tactical nuclear weapons are "safe for civilians". Their use has been authorized by the US Senate. (See Michel Chossudovsky, <<http://www.globalresearch.ca/articles/CHO405A.html>>)

Moreover, reported in late 2003, Israeli

<<http://www.israeli-weapons.com/weapons/naval/dolphin/Dolphin.html>> Dolphin-class submarines equipped with

<<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/smart/agm-84.htm>> US Harpoon missiles armed with nuclear warheads are now aimed at Iran.

Even if tactical nuclear weapons are not used by Israel, an attack on Iran's nuclear facilities not only raises the specter of a broader war, but also of nuclear radiation over a wide area:

"To attack Iran's nuclear facilities will not only provoke war, but it could also unleash clouds of radiation far beyond the targets and the borders of Iran." (Statement of Prof Elias Tuma, *Arab Internet Network*, Federal News Service, 1 March 2005)

Moreover, while most reports have centered on the issue of punitive air strikes on Iran's nuclear facilities, the strikes would most probably extend to other targets.

While a ground war is contemplated as a possible "scenario" at the level of military planning, the US military would not be able to wage a an effective ground war, given the situation in Iraq. In the words of former National Security Adviser Lawrence Eagleberger:

"We are not going to get in a ground war in Iran, I hope. If we get into that, we are in serious trouble. I don't think anyone in Washington is seriously considering that." (quoted in the National Journal, 4 December 2004).

Iran's Military Capabilities

Despite its overall weaknesses in relation to Israel and the US, Iran has an advanced air defense system, deployed to protect its nuclear sites; "they are dispersed and underground making

potential air strikes difficult and without any guarantees of success." (Jerusalem Post, 20 April 2005). It has upgraded its Shahab-3 missile, which can reach targets in Israel. Iran's armed forces have recently conducted high-profile military exercises in anticipation of a US led attack. Iran also possesses some 12 X-55 strategic cruise missiles, produced by the Ukraine. Iran's air defense systems is said to feature Russian SA-2, SA-5, SA-6 as well as shoulder-launched SA-7 missiles (Jaffa Center for Strategic Studies).

The US "Military Road Map"

The Bush administration has officially identified Iran and Syria as the next stage of "the road map to war".

Targeting Iran is a bipartisan project, which broadly serves the interests of the Anglo-American oil conglomerates, the Wall Street financial establishment and the military-industrial complex.

The broader Middle East-Central Asian region encompasses more than 70% of the World's reserves of oil and natural gas. Iran possesses 10% of the world's oil and ranks third after Saudi Arabia (25 %) and Iraq (11 %) in the size of its reserves. In comparison, the US possesses less than 2.8 % of global oil reserves. (See Eric Waddell, The Battle for Oil,

<http://www.globalresearch.ca/articles/WAD412A.html>)

The announcement to target Iran should come as no surprise. It is part of the battle for oil. Already during the Clinton administration, US Central Command (USCENTCOM) had formulated "in war theater plans" to invade both Iraq and Iran:

"The broad national security interests and objectives expressed in the President's National Security Strategy (NSS) and the Chairman's National Military Strategy (NMS) form the foundation of the United States Central Command's theater strategy. The NSS directs implementation of a strategy of dual containment of the rogue states of Iraq and Iran as long as those states pose a threat to U.S. interests, to other states in the region, and to their own citizens. Dual containment is designed to maintain the balance of power in the region without depending on either Iraq or Iran. USCENTCOM's theater strategy is interest-based and threat-focused. The purpose of U.S. engagement, as espoused in the NSS, is to protect the United States' vital interest in the region - uninterrupted, secure U.S./Allied access to Gulf oil.

(USCENTCOM,

<http://www.milnet.com/milnet/pentagon/centcom/chap1/stratgic.htm#USPolicy>)

Main Military Actors

While the US, Israel, as well as Turkey (with borders with both Iran and Syria) are the main actors in this process, a number of other countries, in the region, allies of the US, including several Central Asian former Soviet republics have been enlisted. Britain is closely involved despite its official denials at the diplomatic level. Turkey occupies a central role in the Iran operation. It has an extensive military cooperation agreement with Israel. There are indications that NATO is also formally involved in the context of an Israel-NATO agreement reached in November 2004.

Planning The Aerial Attack on Iran

According to former weapons inspector Scott Ritter, George W. Bush has already signed off on orders for an aerial attack on Iran, scheduled for June. (See

<http://www.globalresearch.ca/articles/JEN502A.html>)

The June cut-off date should be understood. It does not signify that the attack will occur in June. What it suggests is that the US and Israel are "in a state of readiness" and are prepared to launch an attack by June or at a later date. In other words, the decision to launch the attack has not been made.

Ritter's observation concerning an impending military operation should nonetheless be taken seriously. In recent months, there is ample evidence that a major military operation is in preparation:

1) several high profile military exercises have been conducted in recent months, involving military deployment and the testing of weapons systems.

2) military planning meetings have been held between the various parties involved. There has been a shuttle of military and government officials between Washington, Tel Aviv and Ankara.

3) A significant change in the military command structure in Israel has occurred, with the appointment of a new Chief of Staff.

4) Intense diplomatic exchanges have been carried out at the international level with a view to securing areas of military cooperation and/or support for a US-Israeli led military operation directed against Iran.

5) Ongoing intelligence operations inside Iran have been stepped up.

6) Consensus Building: Media propaganda on the need to intervene in Iran has been stepped up, with daily reports on how Iran constitutes a threat to peace and global security.

Timeline of Key Initiatives

In the last few months, various key initiatives have been taken, which are broadly indicative that an aerial bombing of Iran is in the military pipeline:

November 2004 in Brussels: NATO-Israel protocol: Israel's IDF delegation to the NATO conference to meet with military brass of six members of the Mediterranean basin nations, including Egypt, Jordan, Algeria, Tunisia, Morocco, Algeria and Mauritania. "NATO seeks to revive the framework, known as the Mediterranean Dialogue program, which would include Israel. The Israeli delegation accepted to participate in military exercises and "anti-terror maneuvers" together with several Arab countries.

January 2005: the US, Israel and Turkey held

<http://forum.keypublishing.co.uk/archive/index.php?t-37245.html>> military exercises in the Eastern Mediterranean , off the coast of Syria. These exercises, which have been held in previous years were described as routine.

February 2005. Following the decision reached in Brussels in November 2004, Israel was involved for the first time in military exercises with NATO, which also included several Arab countries.

February 2005: Assassination of former Lebanese Prime Minister Rafik Hariri. The assassination, which was blamed on Syria, serves Israeli and US interests and was used as a pretext to demand the withdrawal of Syrian troops from Lebanon.

February 2005: Sharon fires his Chief-of-Staff, Moshe Ya'alon and appoints Air Force General Dan Halutz. This is the first time in Israeli history that an Air Force General is appointed Chief of Staff (See Uri Avnery,

<http://www.globalresearch.ca/articles/AVN502A.html>>)

The appointment of Major General Dan Halutz as IDF Chief of Staff is considered in Israeli political circles as "the appointment of the right man at the right time." The central issue is that a major aerial operation against Iran is in the planning stage, and Maj General Halutz is slated to coordinate the aerial bombing raids on Iran. Halutz's appointment was specifically linked to Israel's Iran agenda: "As chief of staff, he will in the best position to prepare the military for such a scenario."

March 2005: NATO's Secretary General was in Jerusalem for follow-up talks with Ariel Sharon and Israel's military brass, following the joint NATO-Israel military exercise in February. These military cooperation ties are viewed by the Israeli military as a means to "enhance Israel's deterrence capability regarding potential enemies threatening it, mainly Iran and Syria." The premise underlying NATO-Israel military cooperation is that Israel is under attack:

"The more Israel's image is strengthened as a country facing enemies who attempt to attack it for no justified reason, the greater will be the possibility that aid will be extended to Israel by NATO. Furthermore, Iran and Syria will have to take into account the possibility that the increasing cooperation between Israel and NATO will strengthen Israel's links with Turkey, also a member of NATO. Given Turkey's impressive military potential and its geographic proximity to both Iran and Syria, Israel's operational options against them, if and when it sees the need, could gain considerable strength. " (Jaffa Center for Strategic Studies,

<http://www.tau.ac.il/jcss/sa/v7n4p4Shalom.html>>)

The Israel-NATO protocol is all the more important because it obligates NATO to align itself with the US-Israeli plan to bomb Iran, as an act of self defense on the part of Israel. It also means that NATO is also involved in the process of military consultations relating to the planned aerial bombing of Iran. It is of course related to the bilateral military cooperation agreement between Israel and Turkey and the likelihood that part of the military operation will be launched from Turkey, which is a member of NATO.

Late March 2005: News leaks in Israel indicated an "initial authorization" by Prime Minister Ariel Sharon of an Israeli attack on Iran's Natanz uranium enrichment plant "if diplomacy failed to stop Iran's nuclear program". (The Hindu, 28 March 2005)

March-April 2005: The Holding in Israel of Joint US-Israeli military exercises specifically pertaining to the launching of Patriot missiles.

US Patriot missile crews stationed in Germany were sent to Israel to participate in

<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/US-Israel/juniper.html>> the joint Juniper Cobra exercise with the Israeli military. The exercise was described as routine and "unconnected to events in the Middle East": "As always, we are interested in implementing lessons learned from training exercises." (UPI, 9 March 2005).

April 2005: Donald Rumsfeld was on an official visits to Iraq, Afghanistan, Pakistan, Kyrgyzstan and Azerbaijan. His diplomatic endeavors were described by the Russian media as "literally circling Iran in an attempt to find the best bridgehead for a possible military operation against that country."

In Baku, Azerbaijan Rumsfeld was busy discussing the date for deployment of US troops in Azerbaijan on Iran's North-Western border. US military bases described as "mobile groups" in Azerbaijan are slated to play a role in a military operation directed against Iran.

Azerbaijan is a member of <<http://www.guuam.org/>> GUUAM, a military cooperation agreement with the US and NATO, which allows for the stationing of US troops in several of the member countries, including Georgia, Uzbekistan and Azerbaijan. The stated short term objective is to "neutralize Iran". The longer term objective under the Pentagon's "Caspian Plan" is to exert military and economic control over the entire Caspian sea basin, with a view to ensuring US authority over oil reserves and pipeline corridors.

During his visit in April, Rumsfeld was pushing the US initiative of establishing "American special task forces and military bases to secure US influence in the Caspian region:

"Called Caspian Watch, the project stipulates a network of special task forces and police units in the countries of the regions to be used in emergencies including threats to objects of the oil complex and pipelines. Project Caspian Watch will be financed by the United States (\$100 million). It will become an advance guard of the US European Command whose zone of responsibility includes the Caspian region. Command center of the project with a powerful radar is to be located in Baku." (Defense and Security Russia, April 27, 2005)

Rumsfeld's visit followed shortly after that of Iranian President Mohammad Khatami's to Baku.

April 2005: Iran signs a military cooperation with Tajikistan, which occupies a strategic position bordering Afghanistan's Northern frontier. Tajikistan is a member of "The Shanghai Five" military cooperation group, which also includes Kazakhstan, China, Kyrgyzstan, and Russia. Iran also has economic cooperation agreements with Turkmenistan.

Mid April 2005: Israel Prime Minister Ariel Sharon meets George W Bush at his Texas Ranch. Iran is on the agenda of bilateral talks. More significantly, the visit of Ariel Sharon was used to carry out high level talks between US and Israeli military planners pertaining to Iran.

Late April 2005. President Vladimir Putin is in Israel on an official visit. He announces Russia's decision to sell short-range anti-aircraft missiles to Syria and to continue supporting Iran's nuclear industry. Beneath the gilded surface of international diplomacy, Putin's timely visit to Israel must be interpreted as "a signal to Israel" regarding its planned aerial attack on Iran.

Late April 2005: US pressure in the International Atomic Energy Agency (IAEA) has been exerted with a view to blocking the re-appointment of Mohammed Al Baradei, who according to US officials "is not being tough enough on Iran..." Following US pressures, the vote on the appointment of a new IAEA chief was put off until June. These developments suggest that Washington wants to put forth their own hand-picked nominee prior to launching US-Israeli aerial attacks on Iran's nuclear facilities. (See VOA,

<<http://www.voanews.com/english/2005-04-27-voa51.cfm>>). (In February 2003, Al Baradei along with UN chief weapons inspector Hans Blix challenged the (phony) intelligence on WMD presented by the US to the UN Security Council, with a view to justifying the war on Iraq.)

Late April 2005. Sale of deadly military hardware to Israel. GBU-28 Buster Bunker Bombs: Coinciding with Putin's visit to Israel, the <<http://www.dsca.osd.mil/>> US Defence Security Cooperation Agency (Department of Defense) announced the sale of an additional 100 bunker-buster bombs produced by Lockheed Martin to Israel. This decision was viewed by the US media as "a warning to Iran about its nuclear ambitions."

The sale pertains to the larger and more sophisticated

<<http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/gbu-28.htm>> "Guided Bomb Unit-28 (GBU-28) BLU-113 Penetrator" (including the WGU-36A/B guidance control unit and support equipment). The GBU-28 is described as "a special weapon for penetrating hardened command centers located deep underground. The fact of the matter is that the GBU-28 is among the World's most deadly "conventional" weapons used in the 2003 invasion of Iraq, capable of causing thousands of civilian deaths through massive explosions.

The Israeli Air Force are slated to use the GBU-28s on their F-15 aircraft. (See text of DSCA news release at <http://www.dsca.osd.mil/PressReleases/36-b/2005/Israel_05-10_corrected.pdf>

Late April 2005- early May: Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan in Israel for follow-up talks with Ariel Sharon. He was accompanied by his Defense Minister Vecdi Gonul, who met with senior Israeli military officials. On the official agenda of these talks: joint defense projects, including the joint production of <<http://www.fas.org/spp/starwars/program/arrow.htm>> Arrow II Theater Missile Defense and Popeye II missiles. The latter also known as the Have Lite, are advanced small missiles,

designed for deployment on fighter planes. Tel Aviv and Ankara decide to establish a hotline to share intelligence.

May 2005: Syrian troops scheduled to withdraw from Lebanon, leading to a major shift in the Middle East security situation, in favor of Israel and the US.

Iran Surrounded

The US has troops and military bases in Turkey, Pakistan, Azerbaijan, Afghanistan, and of course Iraq.

In other words, Iran is virtually surrounded by US military bases. (see Map below). These countries as well as Turkmenistan, are members of <http://www.nato.int/issues/pfp/index.html> NATO's partnership for Peace Program. and have military cooperation agreements with NATO.

<http://www.globalresearch.ca/images/middleeastmap.jpg>

In other words, we are dealing with a potentially explosive scenario in which a number of countries, including several former Soviet republics, could be brought into a US led war with Iran. <http://iranatom.ru/indexen.html> IranAtom.ru, a Russian based news and military analysis group has suggested, in this regard :

"since Iranian nuclear objects are scattered all over the country, Israel will need a mass strike with different fly-in and fly-out approaches - Jordan, Iraq, Turkey, Azerbaijan, and other countries... Azerbaijan seriously fears Tehran's reaction should Baku issue a permit to Israeli aircraft to overfly its territory." (*Defense and Security Russia*, 12 April 2005).

Concluding remarks:

The World is at an important crossroads.

The Bush Administration has embarked upon a military adventure which threatens the future of humanity.

Iran is the next military target. The planned military operation, which is by no means limited to punitive strikes against Iran's nuclear facilities, is part of a project of World domination, a military roadmap, launched at the end of the Cold War.

Military action against Iran would directly involve Israel's participation, which in turn is likely to trigger a broader war throughout the Middle East, not to mention an implosion in the Palestinian occupied territories. Turkey is closely associated with the proposed aerial attacks.

Israel is a nuclear power with a sophisticated nuclear arsenal. **The use of nuclear weapons by Israel or the US cannot be excluded, particularly in view of the fact that tactical nuclear weapons have now been reclassified as a variant of the conventional bunker buster bombs and are authorized by the US Senate for use in conventional war theaters.** ("they are harmless to civilians because the explosion is underground")

In this regard, Israel and the US rather than Iran constitute a nuclear threat.

The planned attack on Iran must be understood in relation to the existing active war theaters in the Middle East, namely Afghanistan, Iraq and Palestine.

The conflict could easily spread from the Middle East to the Caspian sea basin. It could also involve the participation of Azerbaijan and Georgia, where US troops are stationed.

An attack on Iran would have a direct impact on the resistance movement inside Iraq. It would also put pressure on America's overstretched military capabilities and resources in both the Iraqi and Afghan war theaters. (The 150,000 US troops in Iraq are already fully engaged and could not be redeployed in the case of a war with Iran.)

In other words, the shaky geopolitics of the Central Asia- Middle East region, the three existing war theaters in which America is currently, involved, the direct participation of Israel and Turkey, the structure of US sponsored military alliances, etc. raises the specter of a broader conflict.

Moreover, US military action on Iran not only threatens Russian and Chinese interests, which have geopolitical interests in the Caspian sea basin and which have bilateral agreements with Iran. It also backlashes on European oil interests in Iran and is likely to produce major divisions between Western allies, between the US and its European partners as well as within the European Union.

Through its participation in NATO, Europe, despite its reluctance, would be brought into the Iran operation. The participation of NATO largely hinges on a military cooperation agreement reached between NATO and Israel. This agreement would bind NATO to defend Israel against Syria and Iran.

NATO would therefore support a preemptive attack on Iran's nuclear facilities, and could take on a more active role if Iran were to retaliate following US-Israeli air strikes.

Needless to say, the war against Iran is part of a longer term US military agenda which seeks to militarize the entire Caspian sea basin, eventually leading to the destabilization and conquest of the Russian Federation.

The Antiwar Movement

The antiwar movement must act, consistently, to prevent the next phase of this war from happening. This is no easy matter. The holding of large antiwar rallies will not in itself reverse the tide of war. High ranking officials of the Bush administration, members of the military and the US Congress have been granted the authority to uphold an illegal war agenda.

What is required is a grass roots network, a mass movement at national and international levels, which challenges the legitimacy of the military and political actors, and which is ultimately instrumental in unseating those who rule in our name. War criminals occupy positions of authority. The citizenry is galvanized into supporting the rulers, who are "committed to their safety and well-being". Through media disinformation, war is given a humanitarian mandate.

To reverse the tide of war, military bases must be closed down, the war machine (namely the production of advanced weapons systems) must be stopped and the burgeoning police state must be dismantled. The corporate backers and sponsors of war and war crimes must also be targeted including the oil companies, the defense contractors, the financial institutions and the corporate media, which has become an integral part of the war propaganda machine.

Antiwar sentiment does not dismantle a war agenda. The war criminals in the US, Israel and Britain must be removed from high office. What is needed is to reveal the true face of the American Empire and the underlying criminalization of US foreign policy, which uses the "war on terrorism" and the threat of Al Qaeda to galvanize public opinion in support of a global war agenda.

<<http://www.globalresearch.ca/articles/CHO505A.html>>

LA SOUS-RELIGION JUDÉO-MAGIQUE DES **LOUBAVITCH**

Rendez-vous à Crown Heights

Josette Todaki

Le mouvement loubavitch, qui séduit un nombre croissant de fidèles français, a son QG international à New York. Au-delà des liens amicaux et religieux, l'influence américaine sur cette branche du judaïsme français est indéniable.

School Bus avec des inscriptions en hébreu, à Brooklyn, dans le quartier de Williamsburg. L'un de ces endroits à New York où les Juifs orthodoxes sont très présents. « Tout est possible dans le judaïsme américain », estime Haïm Nisenbaum, porte-parole du Beth Loubavitch Paris Ile-de-France.

770 Eastern Parkway, Crown Heights. C'est ici, au cœur de Brooklyn, que le rabbi de Loubavitch pose ses valises, en 1941. [Nous avons déjà parlé de la façon curieuse dont le rabbin Schneersohn a pu quitter l'Europe occupée par les nazis, en, toute quiétude...] Le mouvement qui porte le nom d'une petite ville de Biélorussie ne rassemble alors que quelques familles rescapées de la Shoah. Depuis, ce quartier de vieilles maisons bourgeoises est devenu le quartier général d'un mouvement qui compte des centaines de milliers de fidèles à travers le monde. En France, ils sont environ 15.000. La première yeshiva ouvre à Brunoy en région parisienne, en 1946. En 1965, le rabbi Menachem Mendel Schneerson envoie le rabbin Azimov pour former un mouvement de jeunesse dans l'Hexagone. Des cercles d'études se créent, les *ba'alé techouva* (ceux qui retournent à la religion) affluent. Aujourd'hui, la ferveur prosélyte des Loubavitch séduit un nombre croissant de séfarades, à Paris et ailleurs. Un essor rapide, qui plaît aux uns, agace les autres. Un développement dont l'impulsion part de New York. Là où le rabbi, disparu en 1994, vivait. Là où il enseignait, où il recevait et conseillait ceux qui, de Sydney ou de Paris, de Jérusalem ou de Miami, accouraient pour

l'entendre, le voir. Au sous-sol de la maison de style Tudor qu'il habitait, une synagogue accueille jusqu'à plus de 3 000 fidèles. Au bout d'un couloir, la « communication room », reliée par plusieurs centaines de lignes téléphoniques aux communautés loubavitch du monde entier, organise la diffusion des discours du rabbi. Ailleurs, les studios du « JEM », Jewish Education Media, produisent des DVD éducatifs audibles dans toutes les langues et distribués par abonnement.

La maison où habitait le rabbi de Loubavitch, 770 Eastern Parkway. Le centre nerveux du mouvement.

Dix ans après la mort du charismatique leader, Crown Heights demeure le centre nerveux du mouvement. Une fois par an, à l'automne, se tient ici le Congrès international des schlouhim — les émissaires du rabbi. Durant quatre jours, ces derniers, parmi lesquels de nombreux Français, enchaînent séminaires thématiques et sessions communes. Au-delà de ce congrès, un voyage par mois est organisé au départ de France, direction New York. Sans compter les initiatives privées. Crown Heights demeure l'endroit où l'on se rend pour un événement important. « On a la dégaîne rapide du billet Paris-New York », plaisante Elie Dahan, rabbin du Nord-Pas-de-Calais. Lui-même a passé quatre années à la yeshiva de Brooklyn. Bientôt, son fils fera sa bar mitzvah. Pour la pose des tefillins, il l'emmènera à New York, 770 Eastern Parkway...

Le cœur du mouvement Loubavitch bat à New York et, forcément, cela s'en ressent à Paris, Villeurbanne ou Sarcelles. Porte-parole du Beth Loubavitch Paris-Ile-de-France, le rabbin Haïm Nisenbaum précise toutefois: « Le rabbi vivait là-bas, donc nous y allons en pèlerinage. Mais le lieu n'a pas vraiment de signification. Ça aurait pu être ailleurs. » Quant aux relations institutionnelles - notamment financières - avec les États-Unis, elles sont inexistantes. « Nous ne sommes pas une fédération », dit-il, ajoutant que toutes les communautés sont indépendantes.

Certes, mais encore? Les campagnes d'affichage pour Hanoukka? L'allumage public des bougies? « Ca, oui, concède Nisenbaum, c'est une vraie inspiration américaine. Et c'est l'essence même de la communauté loubavitch: ne pas cacher sa religiosité mais la faire partager à tous. » Un point de vue « libéral », qui le conduit à tenir un discours d'ouverture sur la question du voile. L'approche américaine du fait religieux a tout pour combler les Loubavitch. Haïm Nisenbaum ne s'en cache pas: « Tout est possible dans le judaïsme américain, pas dans le judaïsme français! »

Le mouvement conserve évidemment ses spécificités hassidiques, issues du judaïsme européen. Mais l'influence américaine est perceptible, par exemple dans le penchant affirmé pour les nouvelles technologies. Cela ne signifie pas que les particularismes nationaux n'existent pas - ils sont même souvent forts. Cela ne veut pas dire non plus que les Loubavitch américains ne s'inspirent pas, eux aussi, des autres... « Les Hanoukkyoth (chandeliers) lumineuses sur les camions avec les hauts parleurs et la musique, c'est une idée qu'ont eu des Français, raconte Elie Dahan. Ce sont eux qui l'ont importée aux États-Unis! »

Tohu Bohu, n° 8, revue de l'Union des Etudiants juifs de France
<<http://www.uejf.org/tohubohu/default.html>>

PREVENTIVE WARS

The Rise of Disaster Capitalism

by Naomi Klein

Last summer, in the lull of the August media doze, the Bush Administration's doctrine of preventive war took a major leap forward. On August 5, 2004, the White House created the Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization, headed by former US Ambassador to Ukraine Carlos Pascual. Its mandate is to draw up elaborate "post-conflict" plans for up to twenty-five countries that are not, as of yet, in conflict. According to Pascual, it will also be able to coordinate three full-scale reconstruction operations in different countries "at the same time," each lasting "five to seven years."

Fittingly, a government devoted to perpetual pre-emptive deconstruction now has a standing office of perpetual pre-emptive reconstruction.

Gone are the days of waiting for wars to break out and then drawing up ad hoc plans to pick up the pieces. In close cooperation with the National Intelligence Council, Pascual's office keeps "high risk" countries on a "watch list" and assembles rapid-response teams ready to engage in prewar planning and to "mobilize and deploy quickly" after a conflict has gone down. The teams are made up of private companies, nongovernmental organizations and members of think tanks--some, Pascual told an audience at the Center for Strategic and International Studies in October, **will have "pre-completed" contracts to rebuild countries that are not yet broken.** Doing this paperwork in advance could "cut off three to six months in your response time."

The plans Pascual's teams have been drawing up in his little-known office in the State Department are about changing "the very social fabric of a nation," he told CSIS. The office's mandate is not to rebuild any old states, you see, but to create "democratic and market-oriented" ones. So, for instance (and he was just pulling this example out of his hat, no doubt), his fast-acting reconstructors might help sell off "state-owned enterprises that created a nonviable economy." Sometimes rebuilding, he explained, means "tearing apart the old."

Few ideologues can resist the allure of a blank slate--that was colonialism's seductive promise: "discovering" wide-open new lands where utopia seemed possible. But colonialism is dead, or so we are told; there are no new places to discover, no terra nullius (there never was), no more blank pages on which, as Mao once said, "the newest and most beautiful words can be written." There is, however, plenty of destruction--countries smashed to rubble, whether by so-called Acts of God or by Acts of Bush (on orders from God). And where there is destruction there is reconstruction, a chance to grab hold of "the terrible barrenness," as a UN official recently described the devastation in Aceh, and fill it with the most perfect, beautiful plans.

"We used to have vulgar colonialism," says Shalmali Guttal, a Bangalore-based researcher with Focus on the Global South. "Now we have sophisticated colonialism, and they call it 'reconstruction.'"

It certainly seems that ever-larger portions of the globe are under active reconstruction: being rebuilt by a parallel government made up of a familiar cast of for-profit consulting firms, engineering companies, mega-NGOs, government and UN aid agencies and international financial institutions. And from the people living in these reconstruction sites--Iraq to Aceh, Afghanistan to Haiti--a similar chorus of complaints can be heard. The work is far too slow, if it is happening at all. Foreign consultants live high on cost-plus expense accounts and thousand-dollar-a-day salaries, while locals are shut out of much-needed jobs, training and decision-making. Expert "democracy builders" lecture governments on the importance of transparency and "good governance," yet most contractors and NGOs refuse to open their books to those same governments, let alone give them control over how their aid money is spent.

Three months after the tsunami hit Aceh, the New York Times ran a distressing story reporting that "almost nothing seems to have been done to begin repairs and rebuilding." The dispatch could easily have come from Iraq, where, as the Los Angeles Times just reported, all of Bechtel's allegedly rebuilt water plants have started to break down, one more in an endless litany of reconstruction screw-ups. It could also have come from Afghanistan, where President Hamid Karzai recently blasted "corrupt, wasteful and unaccountable" foreign contractors for "squandering the precious resources that Afghanistan received in aid." Or from Sri Lanka, where 600,000 people who lost their homes in the tsunami are still languishing in temporary camps. One hundred days after the giant waves hit, Herman Kumara, head of the National Fisheries Solidarity Movement in Negombo, Sri Lanka, sent out a desperate e-mail to colleagues around the world. "The funds received for the benefit of the victims are directed to the benefit of the privileged few, not to the real victims," he wrote. "Our voices are not heard and not allowed to be voiced."

But if the reconstruction industry is stunningly inept at rebuilding, that may be because rebuilding is not its primary purpose. According to Guttal, "It's not reconstruction at all--it's about reshaping everything." If anything, the stories of corruption and incompetence serve to mask this deeper scandal: the rise of a predatory form of disaster capitalism that uses the desperation and fear created by catastrophe to engage in radical social and economic engineering. And on this front, the reconstruction industry works so quickly and efficiently that the privatizations and land grabs are usually locked in before the local population knows what hit them. Kumara, in another e-mail, warns that Sri Lanka is now facing "a second tsunami of corporate globalization and militarization," potentially even more devastating than the first. "We see this as a plan of action amidst the tsunami crisis to hand over the sea and the coast to foreign corporations and tourism, with military assistance from the US Marines."

As Deputy Defense Secretary, Paul Wolfowitz designed and oversaw a strikingly similar project in Iraq: The fires were still burning in Baghdad when US occupation officials rewrote the investment laws and announced that the country's state-owned companies would be privatized. Some have

pointed to this track record to argue that Wolfowitz is unfit to lead the World Bank; in fact, nothing could have prepared him better for his new job. In Iraq, Wolfowitz was just doing what the World Bank is already doing in virtually every war-torn and disaster-struck country in the world--albeit with fewer bureaucratic niceties and more ideological bravado.

"Post-conflict" countries now receive 20-25 percent of the World Bank's total lending, up from 16 percent in 1998--itself an 800 percent increase since 1980, according to a Congressional Research Service study. Rapid response to wars and natural disasters has traditionally been the domain of United Nations agencies, which worked with NGOs to provide emergency aid, build temporary housing and the like. But now reconstruction work has been revealed as a tremendously lucrative industry, too important to be left to the do-gooders at the UN. So today it is the World Bank, already devoted to the principle of poverty-alleviation through profit-making, that leads the charge.

And there is no doubt that there are profits to be made in the reconstruction business. There are massive engineering and supplies contracts (\$10 billion to Halliburton in Iraq and Afghanistan alone); "democracy building" has exploded into a \$2 billion industry; and times have never been better for public-sector consultants--the private firms that advise governments on selling off their assets, often running government services themselves as subcontractors. (Bearing Point, the favored of these firms in the United States, reported that the revenues for its "public services" division "had quadrupled in just five years," and the profits are huge: \$342 million in 2002--**a profit margin of 35 percent.**)

But shattered countries are attractive to the World Bank for another reason: They take orders well. After a cataclysmic event, governments will usually do whatever it takes to get aid dollars--even if it means racking up huge debts and agreeing to sweeping policy reforms. And with the local population struggling to find shelter and food, political organizing against privatization can seem like an unimaginable luxury.

Even better from the bank's perspective, many war-ravaged countries are in states of "limited sovereignty": They are considered too unstable and unskilled to manage the aid money pouring in, so it is often put in a trust fund managed by the World Bank. This is the case in East Timor, where the bank doles out money to the government as long as it shows it is spending responsibly. Apparently, this means slashing public-sector jobs (Timor's government is half the size it was under Indonesian occupation) but lavishing aid money on foreign consultants the bank insists the government hire (researcher Ben Moxham writes, "In one government department, a single international consultant earns in one month the same as his twenty Timorese colleagues earn together in an entire year").

In Afghanistan, where the World Bank also administers the country's aid through a trust fund, it has already managed to privatize healthcare by refusing to give funds to the Ministry of Health to build hospitals. Instead it funnels money directly to NGOs, which are running their own private health clinics on three-year contracts. It has also mandated "an increased role for the private sector" in the water system, telecommunications, oil, gas and mining and directed the government to "withdraw" from the electricity sector and leave it to "foreign private investors." These profound transformations of Afghan society were never debated or reported on, because few outside the bank know they took place: The changes were buried deep in a "technical annex" attached to a grant providing "emergency" aid to Afghanistan's war-torn infrastructure--two years before the country had an elected government.

It has been much the same story in Haiti, following the ouster of President Jean-Bertrand Aristide. In exchange for a \$61 million loan, the bank is requiring "public-private partnership and governance in the education and health sectors," according to bank documents--i.e., private companies running schools and hospitals. Roger Noriega, US Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs, has made it clear that the Bush Administration shares these goals. "We will also encourage the government of Haiti to move forward, at the appropriate time, with restructuring and privatization of some public sector enterprises," he told the American Enterprise Institute on April 14, 2004.

These are extraordinarily controversial plans in a country with a powerful socialist base, and the bank admits that this is precisely why it is pushing them now, with Haiti under what approaches military rule. "The Transitional Government provide[s] a window of opportunity for implementing economic governance reforms...that may be hard for a future government to undo," the bank notes in its Economic Governance Reform Operation Project agreement. For Haitians, this is a particularly bitter irony: Many blame multilateral institutions, including the World Bank, for deepening the political crisis that led to Aristide's ouster by withholding hundreds of millions in promised loans. At the time, the Inter-American Development Bank, under pressure from the State Department, claimed Haiti was insufficiently democratic to receive the money, pointing to minor irregularities in a legislative election. But now that Aristide is out, the World Bank is openly celebrating the perks of operating in a democracy-free zone.

The World Bank and the International Monetary Fund have been imposing shock therapy on countries in various states of shock for at least three decades, most notably after Latin America's military coups and the collapse of the Soviet Union. Yet many observers say that today's disaster capitalism really hit its stride with Hurricane Mitch. For a week in October 1998, Mitch parked itself over Central America, swallowing villages whole and killing more than 9,000. Already impoverished countries were desperate for reconstruction aid--and it came, but with strings attached. In the two months after Mitch struck, with the country still knee-deep in rubble, corpses and mud, the Honduran congress initiated what the Financial Times called "speed sell-offs after the storm." It passed laws allowing the privatization of airports, seaports and highways and fast-tracked plans to privatize the state telephone company, the national electric company and parts of the water sector. It overturned land-reform laws and made it easier for foreigners to buy and sell property. It was much the same in neighboring countries: In the same two months, Guatemala announced plans to sell off its phone system, and Nicaragua did likewise, along with its electric company and its petroleum sector.

All of the privatization plans were pushed aggressively by the usual suspects. According to the Wall Street Journal, "the World Bank and International Monetary Fund had thrown their weight behind the [telecom] sale, making it a condition for release of roughly \$47 million in aid annually over three years and linking it to about \$4.4 billion in foreign-debt relief for Nicaragua."

Now the bank is using the December 26 tsunami to push through its cookie-cutter policies. The most devastated countries have seen almost no debt relief, and most of the World Bank's emergency aid has come in the form of loans, not grants. Rather than emphasizing the need to help the small fishing communities--more than 80 percent of the wave's victims--the bank is pushing for expansion of the tourism sector and industrial fish farms. As for the damaged public infrastructure, like roads and schools, bank documents recognize that rebuilding them "may strain public finances" and suggest that governments consider privatization (yes, they have only one idea). "For certain investments," notes the bank's tsunami-response plan, "it may be appropriate to utilize private financing."

As in other reconstruction sites, from Haiti to Iraq, tsunami relief has little to do with recovering what was lost. Although hotels and industry have already started reconstructing on the coast, in Sri Lanka, Thailand, Indonesia and India, governments have passed laws preventing families from rebuilding their oceanfront homes. Hundreds of thousands of people are being forcibly relocated inland, to military style barracks in Aceh and prefab concrete boxes in Thailand. The coast is not being rebuilt as it was--dotted with fishing villages and beaches strewn with handmade nets. Instead, governments, corporations and foreign donors are teaming up to rebuild it as they would like it to be: the beaches as playgrounds for tourists, the oceans as watery mines for corporate fishing fleets, both serviced by privatized airports and highways built on borrowed money.

In January Condoleezza Rice sparked a small controversy by describing the tsunami as "a wonderful opportunity" that "has paid great dividends for us." Many were horrified at the idea of treating a massive human tragedy as a chance to seek advantage. But, if anything, Rice was understating the case. A group calling itself Thailand Tsunami Survivors and Supporters says that for "businessmen-politicians, the tsunami was the answer to their prayers, since it literally wiped these coastal areas clean of the communities which had previously stood in the way of their plans for resorts, hotels, casinos and shrimp farms. To them, all these coastal areas are now open land!"

Disaster, it seems, is the new terra nullius.

The Nation, May 2, 2005
<<http://informationclearinghouse.info/article8599.htm>>

LE POÈTE ET LA GUERRE

Les médiateurs

Par Maria Poumier

On reproche maintenant à un pair de la couronne d'Angleterre, Lord Ahmed, d'avoir invité Israël Shamir à s'exprimer récemment à la chambre des Lords. Eton soupçonne ce noble musulman de n'être pas tout à fait un bon Anglais. Shamir fait remarquer que la fatwa lancée sur lui par l'Anti

DefamationLeague est plus menaçante que celle qui pèse sur Salman Rushdie. C'est une bonne occasion de mesurer son rôle, les progrès de ses idées, et les forces qui le protègent.

Dans la carrière d'une idée révolutionnaire, trois étapes se succèdent : d'abord la dénégation du moindre sens à ce que vous dites, du moindre sérieux dans ce que vous dites, ensuite vos ennemis donnent de vous l'image d'un monstre maléfique qu'il faut abattre de toute urgence parce qu'il met en péril l'édifice social tout entier, puis vos idées sont reconnues comme la voix solitaire du peuple souverain. La dialectique de la nature est à l'œuvre dans ce schéma immuable, mais on omet dans cette narration l'étape humaine par laquelle l'antithèse donne jour à la synthèse : la tentative de mise à mort de celui qui ouvre un passage à l'idée novatrice, du médiateur. Toutes les polices politiques du monde savent que le prophète abattu grandit soudainement, devient à jamais la voix du peuple; et voilà pourquoi elles veulent éviter d'apparaître comme l'auteur du meurtre, et elles agissent en sorte que ses propres frères jettent Joseph dans le puits, que le plus brillant penseur soit mis à mort par son propre camp. Ainsi, croient-ils, les policiers politiques, que le peuple n'y verra que du feu, et que faute de prophètes en qui se reconnaître, il se résignera au règne absolu des policiers.

Tous les prisonniers politiques ont l'expérience, au milieu des tortures, de cet officier différent des geôliers habituels, qui vient les interroger, et aussi, si à propos, leur offrir une cigarette, leur dire qu'il les comprend, qu'il les admire. Après ce moment décisif, les prisonniers politiques se divisent en deux groupes : ceux qui auront accepté la perche tendue, et qui ne raconteront pas l'épisode où leur vie a été sauvée par l'ennemi qu'ils combattaient; ceux qui finalement préfèrent jouer les héros, et qui seront peut-être des héros, et qui auront encore tant de combats à mener avant de rejoindre leurs morts, qu'ils oublieront cet épisode, un simple mauvais moment à passer parmi tant d'autres, comme tant d'autres en connaissent.

Un poète, un excellent poète, a pourtant pris le temps de raconter cela, et ce faisant il nous donne la recette pour déjouer les plans de ceux qui veulent faire condamner les penseurs révolutionnaires par leurs propres frères. Il était emprisonné pour des menées tout à fait subversives, et il fut interrogé avec force violences physiques, par un agent de la CIA. Il raconte qu'étant très imprégné du grand cinéma hollywoodien, dans ces circonstances où le délire devient la seule boussole, il se voyait à l'écran, avec l'ironie d'un acteur qui sait prendre toutes les poses. Et c'est avec le modeste professionnalisme d'un saltimbanque, d'un intermittent du spectacle, qu'il choisit de montrer à la caméra éventuelle de la postérité son profil noble. Ce n'était pas parce qu'il était plus costaud, plus héroïque qu'un autre; juste de la déformation professionnelle, disons, dans des circonstances incongrues, qui n'étaient pas vraiment prévues dans le scénario original.

Ce poète, un excellent poète, refusa donc le pacte avec le diable, et repartit croupir dans son cachot, et gratter le mur avec ses ongles, comme font tous les prisonniers. Il était condamné à mort, mais un tremblement de terre survint, et le mur s'écroula. Il fut libre, il sortit dans la rue. Et il se dit, en bon poète : «Tiens, on dirait un roman, c'est au moins un céleste Dumas, celui qui a écrit ma vie! Je dois à mes maîtres, à mon tour, un récit». Et il coucha sur le papier, avec toute la précision requise, le secret que lui avait confié cet officier, l'agent de la CIA. Après avoir longtemps loué ses poèmes, ses excellentes idées, son courage et sa bonté, mais voyant que le poète ne cédait pas, refusait de se ranger, de faire une honorable carrière, dès que la CIA l'aurait tiré d'affaire, voici ce que lui avait dit le policier : «Eh bien, soit, tu veux rester parmi les tiens; mais nous sommes puissants, et nous ferons en sorte que tu sois abattu par les tiens, parce que nous leur donnerons mille indices prouvant que tu es avec nous, que tu es, oui, notre agent. C'est en tant qu'agent de la CIA qu'ils t'élimineront».

Et puis le temps passa, et ce poète qui naturellement était aussi un conspirateur, reprit les armes parmi ses camarades, un groupuscule armé. La guerre s'éternisait. Dans sa jeunesse il avait été un joyeux drille, il avait éclusé tous les bars de Moscou à Santiago, laissé sur son passage des sanglots et des envies de meurtre chez les plus belles dames, et beaucoup lu aussi. Enfin il avait des défauts, il était excessivement insolent, en fait, et cela, certains n'étaient pas prêts à le lui passer. En matière de réflexion politique, il était arrivé à la conclusion que sa bande, la guérilla à laquelle il appartenait, armée des sentiments les plus révolutionnaires au monde, était aussi armée par des puissances étrangères, ravies de faire s'étriper entre eux, dans leur pauvre petit pays misérable, les révolutionnaires et les réactionnaires. La guerre civile s'éternisait, ils s'épuisaient, il imagina des solutions pour que son pays cesse de se vider de son sang pour le seul profit des marchands d'armes étrangers, des financeurs étrangers, des services secrets étrangers qui tenaient tellement à ce que son pauvre petit pays soit saigné à blanc, soit nettoyé de toute son énergie autochtone, et de sa pensée autochtone. Alors ses camarades, ou plutôt ceux qui voulaient rester les chefs, parmi ses camarades, lui dirent : tu parles comme un agent de la CIA, tu veux que nous rendions les armes. Ils se constituèrent en tribunal militaire, et ils le fusillèrent. Le poète visionnaire fut mis à mort par ses camarades, et son corps fut enfoui sans honneurs, comme le corps d'un abject, d'un traître acheté.

La nouvelle parvint jusqu'à cet officier qui lui avait expliqué le plansecret de la CIA; il fut satisfait, le crime était parfait. Mais l'histoire des peuples tient plus de la poésie que de la courte vue du tireur de ficelles, qui d'ailleurs, même dans les romans policiers, finit par être démasqué. L'œuvre du poète se répandit comme la poudre, tous ont entendu la conversation secrète, tous ont compris la manœuvre, et le commandant de l'ERP Joaquin Villalobos, celui-là même qui avait fait fusiller le poète, s'est excusé, il a reconnu son « erreur ». Il est maintenant proche du gouvernement colombien, un groupe de pantins entre les mains de Bush, qui aime bien que les Colombiens s'entretient, qui finance les paramilitaires souvent israéliens, dans ce pays lointain aussi, oui, pour augmenter la tuerie, pour empêcher la paysannerie de défendre son sol et son être, et la vie de son pays.

Roque Dalton le poète visionnaire, qui faisait rire les pierres tant il était gai, tant il était léger, tant il savait dans la nuit rendre les fontaines jaillissantes (« et son âme était une fontaine jaillissante ») était salvadorien, un composé de bon à rien et de Salvador, le plus petit pays de l'Amérique centrale, qui porte son nom comme on porte un destin, qui peut sauver d'autres pays plus grands. On commémore cette année les trente ans de la mort de Roque Dalton, le 10 mai 1975⁴. Il est devenu le poète national, le père de sa nation, et c'est bien, tout le pays puise sa force en lui, y compris les meilleurs parmi les plus conservateurs, qui l'ont compris⁵.

En Palestine, un poète a repris le flambeau; il accumule sur lui les raisons de se faire foudroyer. Etranger, polyglotte, cultivé, rompu aux joutes argumentaires, et méprisant la mort, car il a été militaire. Jadis on le trouvait émouvant et rigolo, maintenant le Mossad veut sa peau. Mais le Mossad est sage, il sait faire faire le sale boulot par les autres. Et une partie de la gauche, intéressée par l'administration de l'antisionisme officiel, celle qui aimerait surtout que tout le pouvoir lui revienne, à l'issue de la guerre contre Bush, veut tout de suite la mort du poète: « Oui il est talentueux, mais il a deux noms, disent-ils; oui il dit des choses vraies, mais il aime la bonne chère, criaillent-ils; oui c'est un rude ferrailleur, mais il travaille certainement pour d'autres! C'est un christolâtre et c'est un mariolâtre, tel un simple papiste inférieur, un faux juif incontestablement, un extrémiste antisémite, et c'est aussi uncollabo! » La cacophonie s'amplifie? Il ne reste à ses ennemis déclarés que l'accusation du délit de proximité: « il a des amis qui. » Le manque d'arguments rationnels contre une œuvre hautement rationnelle apparaît comme un simple trou vide et vaseux au fond duquel on voit se retrouver ses ennemis, sionistes, crypto-sionistes, simples jaloux, esprits mesquins, calculateurs sans foi dans l'imagination politique.

Les admirateurs d'Israel Adam Shamir, stupéfaits de son audace tranquille, lui demandent parfois comment il se fait que le Mossad ne l'ait pas encore fait assassiner. De toute évidence, les aspirants à policiers pour la gauche font tout ce qui est en leur pouvoir pour aider à satisfaire ce vœu bien naturel des tenants de l'État raciste d'Israël, et accomplir les basses œuvres de la censure contagieuse, prélude à une disparition physique acceptable, mais ils n'ont pas encore découvert pour qui, exactement, travaille ce poète, et se perdent en conjectures. Faute de mieux, dans la mesure où il entrave leurs calculs, ils répandent la rumeur facile: si le Mossad le laisse en vie, c'est qu'il en fait partie.

Mais c'est pour nous que travaille Israel Adam Shamir, qui nous a appris à reconnaître les faiblesses de l'ennemi, et en particulier son incohérence. Grâce à lui nous avons compris ses manœuvres pour nous intimider, et forts de la science de l'esclave, nous savons que le maître bluffe, qu'il n'a d'autre supériorité que celle que nous lui accordions jadis, et que nous lui refusons maintenant. En effet, l'État d'Israël a perdu la bataille morale. Les signes de l'effondrement sont multiples; retenons, au plan des idées, l'adhésion des intellectuels israéliens au **post-sionisme, théorie de rechange qui se présente elle-même comme le révisionnisme autorisé d'un sionisme définitivement discrédité**. Le post-sionisme reconnaît les crimes commis par l'Israël pour usurper la souveraineté dans toute la Palestine historique, et renonce à les justifier par une religion privilégiée: il rejoint donc la rationalité universelle. Ce recul doctrinal fait apparaître au grand jour les manipulateurs dont la population israélienne est l'otage: des cyniques résidant à l'étranger, des financeurs qui se croient à l'abri des turbulences, des intellectuels salariés. Qu'ils se disent juifs, chrétiens ou athées ne

⁴ Après sa mort, la guerre civile se prolongea encore plus de quinze ans, faisant environ 80.000 victimes. Les crimes des paramilitaires défièrent la chronique: ils s'en prirent en 1980, comme s'ils avaient calculé que ce pays était trop petit pour que le crime se voie de loin, à l'archevêque, Monseigneur Romero. Le scandale de son assassinat fut cependant énorme, mais ils avaient quand même vu juste: nul ne prit les commanditaires la main dans le sac. Ce crime était insuffisant: en 1986, six jésuites, dont le philosophe universitaire Ignacio Ellacuria, et leur femme de ménage, furent abattus à l'aube, dans leur dortoir. Le crime fut énorme, mais on continua à l'imputer à des brutes locales.

⁵ Un choix de poèmes de Roque Dalton a été traduit d'abord par Fanchita Gonzalez Battle, et publiée chez Maspéro en 1975, sous le titre *Les morts sont de jour en jour plus indociles*; en 2003, les éditions Le temps des cerises ont publié *Poèmes clandestins*. On annonce la parution prochaine du roman-collage-histoire du Salvador, sous le titre *Histoires interdites du Petit Poucet d'Amérique*.

change rien à l'affaire : le sionisme commence à reculer sur la terre de Palestine, la campagne pour le boycott international de l'État raciste progresse, c'est bon signe!

Et nous sommes là pour le faire savoir. Voici nos armes: le téléphone arabe, le web-tam-tam. Ils ne pourront pas faire abattre Shamir dans l'ombre propice, ceux qui s'accrochent encore au nouveau mur de la honte, au suprématisme juif, à la pratique commode du «deux poids, deux mesures», ou qui par conformisme, laissent tomber ceux qui choisissent le risque, ceux qui font avancer la liberté de réflexion.

UNE FEMME EXEMPLAIRE

Ginette Skandrani: une négationniste «exemplaire»

Jean-Pierre Chemla

L'antisémitisme français constitue une nébuleuse dans laquelle on peut distinguer différents sous-groupes. Parmi ceux-ci, se dégage celui d'un négationnisme servant parfois de soutien à la cause palestinienne. Leurs représentants principaux sont :

- Les théoriciens « historiques » comme Roger Garaudy, auteur du trop fameux *Mythes fondateurs de la politique israélienne* ou Robert Faurisson.
- Mohamed Latrèche, président du PMF (Parti des Musulmans de France) qui s'était distingué par de violentes diatribes antisémites lors de manifestations contre la nouvelle loi sur la laïcité, en janvier 2004.
- Tawfik Mathlouti, directeur de Radio-Méditerranée, promoteur de la boisson « militante » « *Mecca-Cola* ».
- Serge Thion, négationniste actif depuis 1978, chercheur au CNRS dont il fut renvoyé en raison de ses prises de position scandaleuses.
- Mondher Sfar, connu pour la publication d'un faux révisionniste prêtant à Ariel Sharon une idéologie « judéo-nazie ».
- Ginette Skandrani qui fera l'objet de notre étude.
- Quelques individus anecdotiques : le « comique » Dieudonné, l'écrivain Alain Soral...

Nébuleuse

Il est intéressant de noter que ces acteurs du négationnisme récusent ce terme en se revendiquant plutôt, en général, en tant que « révisionnistes », ce qui leur permet d'évoluer sans être toujours en contradiction avec la loi. On a l'habitude de les retrouver presque toujours ensemble dans des manifestations et pétitions, soudés par une rhétorique toujours antisioniste, parfois ouvertement antisémite⁶ (1).

Ginette Skandrani, de son côté, **fait bien attention à ne jamais proférer de propos directement négationnistes** mais ses fréquentations et la façon dont elle promeut toutes les entreprises de minimisation de la Shoah ne permettent pas d'avoir le moindre doute sur le but poursuivi.

⁶) A titre d'exemple quelques déclarations de Mondher Sfar : « Les sionistes ont vainement cherché à justifier cette colonisation [de la Palestine] par le statut particulier des Juifs dans le monde et leur soi-disant persécution dans le monde (...) Ce sont là des prétextes fallacieux et trompeurs »... « L'antisémitisme n'existe pas... mais on a affaire à des réponses à une situation politique donnée »... « L'idée du Génocide a été inventée par le mouvement juif racial »...

Toute jeune déjà

Pour apprendre à connaître Ginette Skandrani, il importe de s'intéresser à sa biographie en partie inspirée d'un papier de l'un de ses supporters, Fausto Giudice, président du Collectif Guantanamo (France) et membre de l'Association pour un seul État démocratique en Palestine/Israël :

De quadruple ascendance - alsacienne, allemande, juive et tzigane -, Ginette Skandrani entre en politique à l'âge de 16 ans, dans son Alsace natale, où son père, résistant communiste ayant une double origine alsacienne et badoise, lui avait fait rencontrer des jeunes ouvriers algériens venus en "métropole" pour suivre une formation professionnelle.

Rapidement, Ginette tombe amoureuse de la cause du peuple algérien et devient "porteuse de valises" du FLN, c'est-à-dire qu'elle entre dans le cercle étroit des "anticolonialistes français conséquents". Cela lui vaudra d'ailleurs un séjour en prison.

Dès le début des années 60, Ginette et ses amis militants clandestins du FLN en Alsace rêvaient à haute voix : « Quand nous aurons libéré l'Algérie, nous aiderons à la libération de la Palestine ». Une vocation née très précocement, donc !

Au milieu des années 60, elle s'engage pour la Palestine, en Tunisie où elle vit, ayant épousé un citoyen de ce pays. Désormais, elle a "deux amours", la Tunisie et la Palestine. Elle se fait mal voir du régime bourguibien, qui prône une ligne très "soft" face à Israël.

Les années 70 et 80 la verront, de retour en Alsace, engagée dans les combats écologistes [contre la centrale nucléaire de Fessenheim] et pacifistes [contre l'installation des fusées Pershing en Allemagne].

À Colmar, pour les élections municipales de 1983, elle est à l'initiative d'une des premières listes autonomes avec un programme détaillé écolo-pacifiste. Ensuite, en 1984, elle participe, avec Antoine Waechter à la fondation du parti des Verts.

Ginette Skandrani fut militante au moins jusqu'en 2000 du Parti des Verts dont elle est toujours sous le coup d'une procédure d'exclusion grâce, entre autres, à l'action d'Aurélie Filipetti. Elle en fut membre de la Commission Internationale. Connue pour ses allers et retours en Libye, Ginette Skandrani est aussi collaboratrice du Centre d'Etudes Euro-arabes et présidente de l'organisation pro palestinienne, *La Pierre et L'Olivier*, créée en 1989, qui assimile, lors de manifestations, l'étoile de David à la Croix gammée. Elle est à l'origine de la création de l'*Alliance Zapatiste de Libération Sociale* (AZLS) qui édite la revue *Basta* dont elle a fondé le supplément tunisien Yekfi en 1997. Elle fut longtemps conseillère de rédaction de la revue *L'Audace*, anti-Ben Ali, et tient hebdomadairement l'antenne à *Radio Méditerranée*.

De Milosevic à Dieudonné...

Il est difficile de la situer sur l'échiquier politique mais on la retrouve plus souvent signataire sur des listes proches de l'extrême-droite ou de la Nouvelle Droite. Elle a signé des appels contre l'intervention de l'OTAN au Kosovo, en adoptant une ligne globalement pro-Milosevic.

C'est dans le journal *L'Audace*, que Ginette Skandrani couvrit le procès de Roger Garaudy, en y réaffirmant son adhésion aux thèses de ce dernier, affublée de son keffieh et assise auprès de skinheads venus soutenir l'auteur révisionniste. [**Elle n'a évidemment jamais "adhéré" aux "thèses" de Garaudy.**]

Aujourd'hui, elle dirige donc cette association pro palestinienne, *La Pierre et L'Olivier*, qui coédite le fameux faux antisémite intitulé *Le Manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon*. [**Ce "faux antisémite, qui les dérange tant, est un "vrai sémite"**] Xavier Ternisien, dans *Le Monde* du 12 juin 2002, rappelle qu'il s'agit de l'interview d'un anonyme, réalisée par l'écrivain israélien Amos Oz qui a toujours affirmé qu'elle n'avait strictement rien à voir avec Ariel Sharon. [**C'est parce qu'Oz veut humblement sa peau**] Les autres coéditeurs du faux ne sont autres que le Parti des Musulmans de France, le Parti de la France Plurielle, et le Collectif de la Communauté Tunisienne en Europe dirigé par Mondher Sfar. Cette publication n'a pas été interdite et fait toujours un « tabac » lors de conférences, colloques et autres réunions organisés par les mouvements islamistes en France.

Ginette Skandrani collabore également à la *Gazette du Golfe et des Banlieues*, publiée par l'AAARGH (L'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerres et d'Holocaustes) site négationniste, où s'exprime aussi Alain de Benoist, de la Nouvelle Droite, ou Israël Shamir⁷ (2) [**Toutes sortes de gens collaborent, de manière volontaire ou involontaire à la Gazette, y compris l'auteur des lignes ci-dessus, un certain Jean-Pierre Chemla. Alain de Benoist, par hasard, ne figure pas dans notre liste d'auteurs.**]

⁷ Déclaration d'Israël Shamir : « Les Juifs de France ont acheté secrètement et subverti des médias français durant de nombreuses années afin de déformer le discours national et de précipiter une France qui n'y était pas préparée dans l'horrible et totalement inutile seconde guerre mondiale » ...

Elle a, de même, soutenu les éditions *La Fabrique*, éditeur du livre de Norman Finkelstein *L'industrie de l'Holocauste, réflexions sur l'exploitation de la souffrance des juifs*, où il est écrit que la communauté juive américaine ne nourrit le souvenir de la Shoah que pour justifier un soutien indéfectible à l'État d'Israël. La Shoah serait, selon l'auteur, «une arme idéologique indispensable». Celle-ci permettrait à un État qui est aujourd'hui «l'une des plus formidables puissances militaires du monde» de se présenter comme une «victime». Par la même occasion, la communauté juive américaine, «le groupe ethnique qui a le mieux réussi aux États-Unis», se donnerait aussi le statut de victime.

Concernant le conflit israélo-palestinien, elle exprime sa position dans son texte *Décolonisation de la Palestine* du 12 décembre 2002 - Extraits :

« Mais, comment parler de justice en Palestine sans exiger la décolonisation globale et totale de la terre de la Palestine ancestrale ».

« Les Palestiniens ont subi la spoliation de leur terre, sous prétexte qu'il fallait caser les Juifs qui avaient échappé aux camps nazis ».

« L'Intifada nous interpelle, (...) Nous devons soutenir cette résistance dans toutes ses composantes, car c'est la lutte de libération d'une terre confisquée, d'une histoire volée, d'un peuple révolté par une injustice imposée. Leur cause est juste, les moyens qu'ils emploient sont les leurs ».

« Le but immédiat des accords d'Oslo était de liquider l'Intifada, véritable révolte populaire qui durait depuis six ans et jetait les bases, en Palestine, d'une véritable démocratie passant par l'organisation autonome et directe des différentes formes de résistance ».

« Nous considérons, comme tous les réfugiés palestiniens, que le véritable réalisme consiste à envisager un retour de tous les Palestiniens sur leur terre. Et la condition sine qua non de ce retour, c'est **la disparition de l'État sioniste** et la naissance d'un État de Palestine sur la terre historique de la Palestine ».

Rien d'étonnant donc à ce que Georges Habache, dirigeant palestinien, partisan d'une « ligne dure », la nommât, dans les années 70, membre d'honneur du FPLP!

Skandrani assiste toujours Dieudonné dans son combat antisioniste. Elle assurait l'accueil des journalistes lors d'une conférence de presse organisée, au théâtre de la Main d'Or, par le « comique ». Dans la salle, venu également soutenir Dieudonné, un militant islamiste, Nouari Khiari, animateur des manifestations dures contre la loi sur la laïcité, mais également militant pro-Le Pen, qui fêtait la victoire du « Menhir » le 21 avril 2002, au siège du Front national! La confusion des genres semble de mise quand un dénominateur commun comme l'antisionisme est présent!

Il est remarquable de constater que même des organisations aussi antisionistes que l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) ou la CAPJPO (Coordinations des Appels pour une Paix Juste (sic) au Proche-Orient) refusent désormais de défilier ou d'associer leurs signatures à celle de Ginette Skandrani.

Ginette Skandrani et Tawfik Mathlouti sont critiqués « officiellement » par le MRAP, car un peu voyants, « en marge de la nébuleuse antisémite », dit-on dans le rapport du MRAP du 06/08/2003 « Racisme anti arabe, nouvelle évolution » p 3. Cela n'empêche nullement le MRAP de mener des actions communes avec eux.

Tel est donc le portrait d'une négationniste « exemplaire ». [**L'auteur a choisi de ne pas expliquer en quoi elle serait "négationniste"**;] Pour qui veut s'intéresser aux causes de l'antisémitisme plutôt qu'à ses conséquences, il serait facile de conclure que c'est grâce au feu vert implicite donné à ce genre de propos ou de comportement que l'on a vu des synagogues brûlées, que c'est au nom de ce pseudo-discours humaniste que l'on a entendu fuser des « Mort aux Juifs! » dans certaines manifestations. [**De simple provocateurs de la Ligue de Défense juive**] La mansuétude quasi systématique de notre justice et la complaisance de notre presse à l'égard de ces individus creusent, tous les jours, le lit de l'antisémitisme qui est le signe du pourrissement de notre société.

Et Ginette Skandrani n'en est que l'un des symptômes.

Primo-Europe. 14 mai 2005

<<http://www.primo-europe.org/impression.php?numerodoc=Ed-778503109>>

DIFFAMEZ, DIFFAMEZ, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

Les Verts suspendent Ginette Skandrani "pour comportement en public contraire aux valeurs des Verts"

AFP -- Paris. Le collège exécutif (CE) des Verts a décidé à l'unanimité de suspendre un des plus anciens membres du parti, Ginette Skandrani, "pour comportement en public contraire aux valeurs des Verts". Lors de sa réunion hebdomadaire, le CE s'est engagé à présenter au conseil d'administration régional (CAR) d'Ile-de-France - la seule instance en mesure de l'exclure - un dossier à charge, a indiqué le porte-parole, Sergio Coronado.

Ginette Skandrani, selon M. Coronado, avait pris depuis plus d'un an des positions "pour le moins douteuses" concernant le conflit israélo-palestinien, avec notamment "participation à des manifestations de caractère antisémite". Membre des Verts depuis leur fondation en 1984, elle avait participé récemment à une conférence de presse de Dieudonné.

Interrogée, Mme Skandrani a assuré qu'elle n'avait "jamais été antisémite", mais seulement favorable à un seul État démocratique en Israël-Palestine, "multiculturel, où chacun a sa place".

AFP 18 mai 2005

http://www.proche-orient.info/xjournal_pol_der_heure.php3?id_article=40903

INTRODUCTION DE L'ESPIONNAGE SPATIAL ISRAËLIEN EN EUROPE

Concrétisation de la participation d'Israël au développement de Galileo, seul concurrent du GPS, système de navigation par satellite américain

La participation d'Israël au système européen de navigation par satellite Galileo s'est précisée mercredi, avec la signature d'un accord permettant la participation d'une organisation israélienne, annoncé Galileo JU dans un communiqué. Matimop, une organisation dépendant du ministère israélien de l'Industrie, du Commerce et du Travail et chargée de promouvoir la "coopération technologique et les activités de transfert de technologie entre Israël et les industries étrangères", est sur le point "de devenir membre de Galileo JU", elle-même chargée de la phase de développement du système, selon le communiqué.

Cet accord intervient dans le cadre de l'accord plus général de coopération sur Galileo conclu entre Israël et l'UE en 2004. Galileo sera le concurrent européen du seul grand système de navigation par satellite existant aujourd'hui, le GPS américain

AFP 18 mai 2005

http://www.proche-orient.info/xjournal_eco_der_heure.php3?id_article=40912

En anglais, cela s'appelle avoir les doigts dans tous les gâteaux.

NN

@@**@@**@@ Ce que l'on peut obtenir par le Freedom of Information Act se trouve là :

Volume I: Terrorism and U.S. Policy

Volume II: Afghanistan: Lessons from the Last War

Volume III: BLOWAR: The Nixon Administration's Decision to End U.S. Biological Warfare Programs

Volume IV: The Once and Future King?: From the Secret Files on King Zahir's Reign, 1970-1973

Volume V: Anthrax at Sverdlovsk, 1979: U.S. Intelligence on the Deadliest Modern Outbreak

Volume VI: The Hunt for Bin Laden: Background on the Role of Special Forces in U.S. Strategy

Volume VII: The Taliban File

Taliban File Part II: U.S. Pressed Taliban to Expel Usama bin Laden Over 30 Times

Only three approaches in first year of Bush administration

The Taliban File Part III:

Pakistan Provided Millions of Dollars, Arms, and "Buses Full of Adolescent Mujahid" to the Taliban in the 1990's

The Taliban File Part IV:

Mullah Omar Called Washington in 1998, New Documents Show

The September 11th Sourcebooks

<<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/sept11/index.html>>

On gardera à l'esprit que les autorités ont tout loisir de cacher des documents ou de bastonner des passages. Ensuite, les éditeurs de cette archive sélectionnent certains documents pour les mettre en ligne. C'est peu, mais c'est déjà beaucoup.

@@**@@**@@ Des livres sur le 11 septembre.

<<http://onze-septembre.chez.tiscali.fr/>>

@@**@@**@@ Un site remarquablement bien fait sur les affaires louches de la république, en particulier de la France-à-fric,

<<http://assassinatsdecooperants.ouvaton.org/>>

@@**@@**@@ **Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme**

Auteur: Yakov M. Rabkin, 250 pages, 2004, **ISBN:** 2-7637-8024-5.

An extremely interesting and valuable book.

Noam Chomsky, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA

Je ne peux que saluer la rédaction d'un ouvrage « non conventionnel » sur des faits trop souvent occultés. À nous d'en tirer les enseignements.

Rabbin Moshé G.Ackermann, Directeur de Nerlitz, Institut francophone d'études juives, Jérusalem

En tant que patriote israélien et en tant que philosophe, je considère qu'il est essentiel d'intégrer le discours de l'antisionisme juidaïque dans le débat public sur notre passé, notre présent et notre avenir, un débat dont nous avons grand besoin.

Joseph Agassi, philosophe, Université de Tel-Aviv

La lecture de cet ouvrage bien documenté est fascinante. Le professeur Rabkin nous a rendu service en soumettant ses thèses à un débat au sein d'une communauté démocratique et pluraliste.
Bjarne Melkevik, juriste, Université Laval, Québec

Il s'agit du premier livre en langue française qui aborde de front ce sujet. La lecture en a été fascinante. Tout lecteur, profane ou averti, qui entre dans l'univers historique de l'auteur sera facilement pris.
Alain Bouchard, sociologue, Université Laval, Québec

L'association des juifs avec l'État d'Israël est facile, presque automatique. «L'État juif» et «l'État hébreu» sont devenus des termes courants. Pourtant, **il y a moins de juifs que de chrétiens parmi les partisans inconditionnels d'Israël**. Ce livre explique ce paradoxe apparent en mettant en relief l'opposition au nom de la tradition juive qu'attire le sionisme dès ses débuts. Cette opposition met en question la légitimité proprement juive de l'État d'Israël et représente, selon un expert israélien, «un défi bien plus important et dangereux que l'hostilité arabe et palestinienne». Ce livre met donc en lumière les racines de l'opposition juive à l'existence même de l'État d'Israël, phénomène souvent occulté et censuré car il provoque parfois autant de colère que de curiosité.

<<http://www.ulaval.ca/pul/catalogue/shum-edu/2-7637-8024-5.html>>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à gazettegb@yahoo.fr<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to gazettegb@yahoo.fr<

Les anciens numéros sont en ligne à

<http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

< <http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

< <http://aaargh-international.org>

[El Paso del Ebro](#)

[Das kausale Nexusblatt](#)

[The Revisionist Clarion](#)

[Il Resto del Siculo](#)

[Conseils de Révision](#)